

T2137-570-8,00 F

ISSN 0026-9433

107 DOSSIER
GESTION DIRECTE

monde

Le libertaire



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 570 JEUDI 11 AVRIL 1985 8,00 F

RACISME : ASSEZ !



GRANDE-BRETAGNE

150 mineurs sous les verrous.
La lutte continue !
Liberté pour les emprisonnés,
amnistie pour les licenciés.
PAGE 9

ANNIVERSAIRE

Il y a 66 ans...
Erich Mühsam
et la Révolution des conseils
de Bavière.
PAGE 10

SYNDICATS

Chef-d'œuvre en péril ?
La C.G.T. va-t-elle devoir
quêter à la sortie des messes
et faire les troncs d'églises.
PAGE 12

FOP. 2520

débats

• DOUAI

Une liaison F.A. vient de se constituer à Douai (Nord). Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• CORBEIL

« Etre antimilitariste aujourd'hui, pourquoi ? » C'est le thème de la réunion-débat qui aura lieu vendredi 26 avril, à 20 h, 4, rue Renoir (Les Tarterêts), Corbeil.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 26 avril, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une conférence-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. d'aujourd'hui ». Avec la participation d'Alexandre Skirida et la projection du dernier film de B. Baissat « Ecoutez Marcel Body » (témoignage et acteur de la révolution russe).

• LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa et l'Association culturelle d'expression libertaire organisent le vendredi 19 avril, à 20 h 30, au centre Jacques-Prévert, un débat avec Claude Guillon autour de l'ouvrage « Suicide, mode d'emploi » (qu'il a écrit en collaboration avec Yves Le Bonniec).

communiqués

• NICE

Le groupe de Nice vous prie de bien vouloir assister à sa seconde réunion publique qui se tiendra à la Faculté des Lettres de Nice, amph. 60, le jeudi 25 avril, de 20 h à 22 h 30. A cette occasion, nous accueillerons A. Skirida, écrivain, qui traitera du sujet suivant : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags ».

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tiendra une table de presse au marché aux puces, tous les premiers samedis de chaque mois, à partir du mois d'avril.

• BREST

Le groupe Les Temps nouveaux de Brest tiendra tous les mardis, de 12 h à 13 h, une table de presse en alternance entre le R.U. de Kergoat et le R.U. du Bouguen.

• ROUEN

Le groupe de Rouen tiendra tous les samedis, de 15 h à 17 h, une permanence ainsi qu'une table de presse, dans son local situé au 24, rue de Crosnes, à Rouen (Cercle d'études sociales).

• VERSAILLES

Le groupe de Versailles se réorganise. Pour toute prise de contact et pour toute correspondance, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• NICE

C'est le printemps : le groupe de Nice vous donne rendez-vous tous les mercredis, de 12 h à 14 h, à la faculté des lettres de Nice pour la vente hebdomadaire du M.L. (entrée restaurant universitaire). Pour tout contact : groupe de Nice de la F.A., librairie Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, Nice.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

éditions

• AUTOCOLLANT

Un autocollant antimilitariste vient d'être édité. Son format : 8 x 11 cm. Son prix : 1 F l'unité et 30 F les 50 exemplaires. Il est disponible sur papier blanc et sur rouge fluorescent.

« L'ARMEE PREND DES HOMMES ET REND DES ESCLAVES ! »

(EUGENE VARLIN)



FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011.

• « MAGAZINE LIBERTAIRE »



Le n° 5 du « Magazine libertaire » est paru.

Au sommaire : Etre anarchiste en 1985, « Dans les syndicales » de E. Pouget en B.D., Du totalitarisme, B.D. et anarchisme, M. Joyeux : un anarchiste d'aujourd'hui, etc.

Vous pouvez vous procurer le « Magazine libertaire » au 145, rue Amelot, 75011 Paris (20 F le numéro) ou en vous abonnant : 140 F les 8 numéros (règlement à l'ordre de Messages libres).

• AFFICHE

Le groupe Berkman de Poitiers vient d'éditer une affiche : « Obéir aveuglément, jamais ! ». Son prix : 5 F l'unité et 1 F l'exemplaire à partir de 10. A commander à C.E.R.I.L., B.P. 166, 86240 Ligugé.



communiqués

• NICE

Le groupe de Nice, soucieux de retrouver la mémoire libertaire, aimerait rencontrer toute personne possédant des informations, documents divers sur l'activité anarchiste dans la région niçoise depuis le début du siècle. Merci d'avance. Notre adresse : A.D.I.A., librairie Le Temps de Vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

• BOURGOIN-JALLIEU

La liaison de Bourgoin-Jallieu organise vendredi 12 avril à 20 h 30, salle Janelisée-de-Champaret, une conférence avec P. Martial sur la militarisation en France et la lutte des réfractaires.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Le Pen antiraciste ?, Racisme à l'école — PAGE 4 : Nouvelles provocations à l'U.A.P., Congrès de la F.N.S.E.A. — PAGE 5 : A Béziers, le patron du F.N. fait la bombe, « Le Pen, Médecin, fils de Pétain », Répression ordinaire, Protestation picturale — PAGE 6 : Lutte contre l'inspection : où en sommes-nous ?, Le S.N.E.S. à l'heure de Besançon — PAGE 8 : Nicaragua : où en est la réforme agraire ?, Nicaragua : le « Guerilla War Manuel » — PAGE 9 : Nouvelles du mouvement anarchiste argentin, Grande-Bretagne : libertés pour les otages — PAGE 10 : E. Mühsam et la Révolution des conseils de Bavière — PAGE 11 : Programmes de R.-L., Notes de lecture — PAGE 12 : C.G.T. : le déclin ?, Il y a soixante et un ans..., R.A.T.P. : un comité d'entreprise en chasse un autre !

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, B.N.P.

• PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Nord : Caen — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe, Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Rouen — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

SEINE-ET-MARNE

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emille, 77500 Chelles.

• HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 688.48.58.

• VAL-D'OISE

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

• VAL-DE-MARNE

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Aglé-Cretté, Vitry.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

LE PEN ANTIRACISTE ?

« Si ton "pote" respecte mon pays, la France, si il respecte ses devoirs avant de réclamer ses droits, si il reste à sa place, tout ira bien. Mais si ton "pote" vole le sac de ma femme, viole ma fille et fournit de la drogue à mon fils, il prendra ma main sur la gueule et mon pied au cul, pour accomplir. » (la « main » étant évidemment le dessin célèbre de celle de S.O.S.-Racisme ; et par ailleurs, nous ne pouvons être tenus pour responsable des hiatus de ce texte.) Ces petites affichettes, tirées « Avertissement au "pote"

de "mon pote" » fleu-rissent dans le 20^e arrondissement de Paris, recouvrant les affiches « Touche pas à mon pote ».

Ailleurs, dans le 19^e arrondissement, des inscriptions sur les murs et dans le métro : « Ça craint pour ton pote, on collectionne les badges ! », signées de la croix celtique. Assurément, la campagne de S.O.S.-Racisme agace les groupées de Jean-Marie Le Pen. Pourtant, les récents assassinats racistes de Menton et de Miramas embarrassent beaucoup les responsables du Front national. Surtout le meurtre d'Aziz

Mandak, revendiqué par des sympathisants du F.N. qui « n'aimaient pas les Arabes ».

La rapidité avec laquelle Le Pen a envoyé un communiqué dénonçant l'attentat contre le Festival du cinéma juif, peut-être commis par un groupe néonazi, prouve bien que l'ex-para commence à se rendre compte que certains de ses admirateurs ont tendance à appliquer immédiatement et radicalement les solutions qu'il préconise en parole.

En réclamant carrément la peine de mort pour les assassins d'Aziz Mandak et en se plaçant aux côtés de tous les partis politiques pour se solidariser avec les victimes de l'antisémitisme, Le Pen essaie maladroitement de sauver la face. Ses succès électoraux, la sympathie qu'il récolte dans la population par ses slogans franchouillards ne doivent pas être tachés... surtout pas de sang, cela se nettoie difficilement ! Bien sûr, il faut plus que quelques jeunes immigrés flingués pour abattre Le Pen. Mais en démontrant clairement la responsabilité du Front national qui, par sa propagande haineuse, arme les tueurs de la France profonde, on peut quand même casser la banalisation de ce genre de théories criminelles. C'est déjà un pas !..

G.D.



Expulsion de travailleurs africains.

L'ACTE raciste spectaculaire prend souvent le pas sur la haine raciale diffuse, quotidienne, effacée par les sous-titres des journaux. L'article que nous publions, une lettre ouverte, s'adresse au chef d'établissement du C.E.S. Saint-Blaise (XX^e arrondissement, Paris) où sont scolarisées les deux filles de Mme M.-T. Deleplace.

La xénophobie discriminatoire de cette directrice a amené le retrait des deux élèves de cet établissement. Sans commentaires...

J'aime fréquenter ceux que les sociétés méprisent, qu'avec impitoyable sécheresse, elles marginalisent, car ils fondent le suc que leurs soifs de justice produisent.

Madame,

Même solitaire, je parlerai

Même solitaire, je hurlerai scandalisée

Même solitaire, je crierai avec tous mes moyens, ma rage contre les préjugés

Même solitaire, face aux menaces de punition, de sanction, de répression, le ton je hausserai

Même solitaire, devant vos paroles fielleuses qui ne masquent votre mépris, je chanterai le droit au respect

Même solitaire, devant vos suffisances de chefs qui ne détiennent rien que leurs soifs de tout s'approprier, je poétiserai

Même solitaire, devant vos puantes délations d'être borné, je danserai la danse de dignité.

Dites-vous petits caporaux d'une chaîne insatiable de domination, qu'il existe peut-être une force plus puissante que celle qui préside votre haine, et guide vos délires d'ordres établis.

Il y a celle de ceux pour qui, la dignité n'a aucun prix, même celui de leur vie ! Devant leur tête levée de fierté, tôt ou tard, vous devrez vous incliner ! Mais, me demanderez-vous, quel événement suscite cette rage ?

Aujourd'hui, dans le XX^e arrondissement de Paris (à l'instar de trop d'autres endroits) des enfants de 13, 14, 15 ans, qui n'ont quiconque blessé ou

assassiné, se retrouvent menacés de confrontation avec la brigade des mineurs et le juge pour enfants, par lesquels ils seront signalés, fichés.

RACISME A L'ÉCOLE

Une responsable d'établissement scolaire, qui s' imagine devenue du fait de ses attributions éducatives, justicière de quartier, s'arroge à cette occasion le droit de convoquer des parents pour dénoncer leur capacité d'éducation.

Celle-ci, plutôt qu'apaiser les frayeurs de mères dorloteuses sème la zizanie et soutient leurs initiatives lorsqu'elles portent plainte contre les camarades de leurs enfants qui, arabe, antillais ou « métèque » pour de dérisoires bagarres d'enfants déroulées en dehors de l'enceinte scolaire, de délinquance seront catalogués.

Cette directrice, accusée de « faire du racisme à rebours » les enfants qui subissent l'injure raciale, se rebiffent et prennent part à des activités antiracistes à l'extérieur de l'école.

De quel racisme sont donc coupables les gamins qui lâchent l'injure contre leurs camarades ? De racisme à l'endroit ? Lequel faut-il combattre d'abord dans les esprits, celui du « rebours » ou celui de l'« endroit » ? Non ! Celui de l'« endroit », elle ne le voit ni ne le dénonce !

Puis, qualifiée d'« amoureuse et romantique » l'attitude du garçon qui lance « sale arabe », intervenant de cette manière pour défendre sa petite copine. Pourtant, lorsqu'un jeune garçon, antillais celui-là, se mêle de tout cela à son tour, défendant son amie « mi-arabe »,



me lancez-vous des sorts ? Je croyais qu'il n'y avait que du fond des tribus d'Afrique qu'on le faisait ?

Je suis la mère qui doit écouter l'ensemble de ces propos. Vous êtes la directrice ; à mon tour, j'accuse ! Raciste, vous êtes raciste, madame ; je le savais, et par ces paroles vous vous dévoilez ! Certes, l'enfant « semeuse de terreur », comme vous la dénommez si bien, connaît le langage des poings et aime trop à parlementer ainsi, avec quelques filles ou garçons qui jouent les fiers-à-bras.

Je la désapprouve et vous le savez ! Je préfère le choc des mots au choc des poings. Que cherchez-vous ? Que je bastonne à mon tour pour mieux lui faire entendre la justesse de ma position ? Alors, je serai incohérente, et ne le veux point !

Convenez avec moi, qu'elle et nous sommes d'un autre temps. Dans la société où elle grandit, avec ses camarades d'origine différente, on ne laisse guère le temps de l'adolescence insouciant et romantique.

Un seul langage domine notre terre, madame, du fond des tribus d'Afrique au cœur d'une mégapole comme Paris : celui de la jungle. Vous n'êtes point le moindre de ses utilisateurs, même si vous vous autopersonnez de « plénitude civilisée ».

Editorial

« TOUCHE pas à mon pote !... impossible aujourd'hui d'ignorer cette petite main épinglée au revers des vestes ou des blousons. Le mouvement S.O.S.-Racisme a bénéficié d'un soutien des médias rarement vu pour une campagne contre le racisme. Trois cents mille badges vendus, des milliers d'affiches collées, l'appui de vedettes du spectacle et de la politique (y-a-t-il une différence ?) : S.O.S.-Racisme a fait du chemin depuis le 1^{er} décembre 1984, date de sa première apparition en marge de l'arrivée des molyettes de Convergence 84 à Paris.

Derrière une campagne somme toute très sympathique se profilent hélas ! des intérêts électoraux en vue des législatives de 1986. A l'évidence, S.O.S.-Racisme tient le discours du Parti socialiste, en se limitant à triposter symboliquement aux actes de racisme affirmés et en brandissant le danger Le Pen. Pas question d'élargir un peu son action, en s'en prenant, par exemple, aux mesures anti-immigrés mises en place par le gouvernement, aux rafles systématiques dans les quartiers à forte population immigrée, aux descentes de police dans les foyers de travailleurs étrangers, aux « quotas » créés dans certaines municipalités (parfois communistes), etc. Antiracisme humaniste, bonne conscience, slogans « jeunes », voilà la recette idéale pour remobiliser électoralement une jeunesse peu politisée mais fondamentalement allergique aux discours xénophobes et intolérants des Chirac, Le Pen et Co.

Sensibiliser les gens à l'antiracisme est plus que nécessaire. Mais séparer le combat antiraciste de la lutte sociale est une erreur dangereuse. S'il y a un racisme, c'est qu'il y a une crise, et s'il y a une crise, il faut réfléchir ici et maintenant à qui profite le « crime ». Si généreux soient-ils, ce n'est pas avec des grands sentiments que le racisme disparaîtra, mais bien avec une révolution sociale qui balayera l'intolérance pour faire place à l'égalité dans la liberté et la fraternité. C'est là le but de toujours des anarchistes !

Votre racisme, madame, est racisme tout court qui rampe et se répand, auquel vous n'avez aucun droit de vous abandonner, compte tenu de vos responsabilités dans notre arrondissement. Le racisme devant lequel il n'est aujourd'hui plus possible de se taire !

Sans doute, songerez-vous que mon audace à le dénoncer, à vous dénoncer, ressemble à un maléfice importé d'Afrique ? Pensez ce que vous voulez ! Je ne me tairai plus ! J'en ai assez de vos jugements mesquins. J'en ai assez de l'esprit destructeur de « ratonnade » qui sévit. Je vous fais remarquer que je ne porte pas plainte contre vous, cependant je le pourrai ! Je trouve mieux : chanter un chant plus harmonieux que celui des prédateurs !

Et si par cette affaire, votre nom comme le mien doit claquer, ce sera, dans votre cas, pour des raisons moins honorables que les miennes. Je revendique pour ces enfants « autres » le droit au respect ! Je revendique pour ces parents « autres », le droit au respect ! Je revendique pour ces mères solitaires d'enfants « autres » le droit au respect ! Avec tout le mépris que vous vous autorisez et que je vous rend...

M.-T. Deleplace

en bref...en bref...

• Le Comité de soutien aux réfugiés basques nous communique que le mardi 26 mars, le G.A.L. a encore frappé (déjà 12 morts et plusieurs blessés ont été revendiqués par cette organisation terroriste).
• Une fois de plus, ils préfèrent la répression à la recherche d'une solution politique du problème basque. Nous constatons également que la France est devenue non seulement terre d'extraditions, mais aussi terre d'accueil pour les commandos espagnols.

• SAT-AMIKARO propose des stages d'esperanto de niveaux 1 et 2 qui seront désormais organisés tous les deux mois à Paris (9^e arr.). Ces stages visent à donner une formation de base aux personnes qui n'ont aucune notion de cette langue. Niveau 1 : samedi 20 et dimanche 21 avril ; niveau 2 : samedi 11 et dimanche 12 mai. Vous recevrez un bulletin d'inscription pour les stages, en écrivant à SAT-AMIKARO, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris.

• La revue de débat syndicaliste Résister organise une réunion-débat le samedi 20 avril 1985, de 16 h à 23 h, à la salle Martin-Luther-King, 32, rue Olivier-Noyer, Paris 14^e (métro Pernety ou Alésia). Au programme :
• Un contrôle militant sur la flexibilité est-ce possible ?
• Femmes salariées : super flexibles ?
• Que faire contre la précarité ?
Participation au frais : 25 F.

• Anar'ch n° 1, cahier des étudiants anarchistes vient de sortir. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire : 5 F.

• Le collectif Jussieu de la C.L.E. (Coordination libertaire étudiante) organise le 19 avril 1985 un meeting sur la solidarité concrète que les libertaires peuvent apporter à la lutte du peuple kanak pour son indépendance. Venez en débattre dès 18 h, faculté de Jussieu, salle 212, tour 46, 2^e étage, couloir 46.0. Contact : C.L.E. c/o La Réserve, 29, avenue de la République, 78200 Mantes-la-Jolie.

NOUVELLES PROVOCATIONS DE LA DIRECTION DE L'U.A.P.

FORTE de son coup d'éclat au comité central d'entreprise du 28 décembre 1984 (1) et de l'attitude « bienveillante » de la justice à son égard (le juge des référés devant lequel les organisations syndicales avaient porté plainte s'étant déclaré « incompétent » !), Mme Chassagne s'est permis de récidiver en tapant plus fort encore cette fois-ci.

C'est ainsi qu'après avoir imposé une réunion des comités d'établissements concernés par les restructurations du 29 mars 1985 avec pour tout ordre du jour : l'avis du comité d'établissement sur les conséquences de la réorganisation des services, la direction a estimé notamment que les élus du C.E. Jules-Lefebvre/Assurances collectives étaient en mesure de formuler un avis et qu'elle allait procéder aux réorganisations (2).

De fait, une « cellule sociale » chargée d'étudier les cas personnels (familiaux, médicaux, etc.) des salariés ne souhaitant ou ne pouvant pas suivre le transfert des Assurances collectives (Paris) à La Défense est mise en place dès le 2 avril. Le même jour, une note de service diffusée au personnel an-

EST à Narbonne, du 26 au 28 mars, que s'est tenu le congrès annuel de la F.N.S.E.A., qui comme le C.N.P.F. dans l'industrie et le commerce, rassemble une majorité d'exploitants agricoles, la plupart de structures modestes, et les encadre de façon élitiste et notablement, au profit d'une agriculture productiviste jouant à la fois sur le libéralisme et sur l'intervention de l'Etat, selon la santé des productions et les aléas conjoncturels.

En pays vigneron

Le siège du congrès a valeur de symbole. En pleine capitale du Midi viticole et rose, la F.N.S.E.A. savourent son O.P.A. en cours de réalisation (à l'efficacité variable selon les départements) à l'intérieur du syndicalisme de la vigne, qui traditionnellement était unitaire, spécialisé et plurisindical. Cette offensive a été très facilitée par le gouvernement socialiste qui n'a rien apporté de nouveau aux vignerons, malgré leurs votes de toujours à gauche. Bref, il est facile de moissonner parmi les « déçus du socialisme », à l'heure où la viticulture se restructure par la maintenance d'exploitations aux tailles grandissantes, très mécanisées, par l'abandon progressif des autres et par l'arrachage.

Cette percée méditerranéenne tend à masquer que, dans d'autres régions, la F.N.S.E.A. recule, notamment dans l'Ouest laitier, qui voit certaines structures cantonales ou départementales accepter la revendication du quantum (quantité limitée à prix garanti) propo-

CONGRÈS DE LA F.N.S.E.A. LA GRANDE MESSE DU CAPITALISME PAYSAN

sée par les travailleurs paysans depuis des années.

Rien de nouveau

Les discours fleuve — on se croirait dans un congrès bolcho ! — ont encore tourné autour de l'unité des paysans, aussi réaliste que de mettre sur le même plan syndical un artisan plombier et Marcel Dassault. Pour ces chantres du capitalisme agricole, qui sont libéraux sauf quand il s'agit de toucher des subventions, l'unique question consiste à trou-

ver des débouchés aux surplus du productivisme (1), à l'exportation ou à l'industrie. Par exemple, on va transformer nos excédents céréaliers en éthanol pour les carburants automobiles, tout en continuant à piller céréales et protéines dans le tiers monde.

Ceux qui espéraient entendre quelque chose de novateur dans le discours de Michel Rocard (excepté son nouveau sponsor Daniel Cohn-Bendit !) sont restés sur leur faim, le ministre n'a plus ni promesses

C.E.E. en crise et faillites aux Etats-Unis

Au cœur de l'agriculture méridionale, il était impossible pour Guillaume d'accepter l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal, ce qui mettrait en péril les producteurs du Midi. Même si les enjeux économiques et politiques dépassent de loin l'agriculture, l'Europe du Nord (dont les paysans français non méridionaux) est engorgée de lait, de viande et de céréales (productions dont l'Espagne est déficitaire) qui devraient logiquement s'écouler au-delà des Pyrénées. Ce rééquilibrage capitaliste de l'Europe agricole, dont tous les paysans de part et d'autre des frontières ne sortiraient pas gagnants, serait possible si le principal fournisseur de l'Espagne et du Portugal n'étaient pas les Etats-Unis qui, bien entendu ne sont pas prêts à lâcher ce marché.

Pendant ce temps, Outre-Atlantique, après que la Maison blanche décida par rigueur budgétaire d'arrêter de soutenir les cours des céréales (qui permettait de dominer les marchés mondiaux), c'est un vent de panique qui souffle dans certains Etats américains. Chaque jour, 250 fermiers font faillite, victimes des taux d'intérêt élevés, de la valeur de la terre et de la baisse du revenu agricole. Cette évolution de l'agriculture américaine risque de concerner près d'un demi-million d'agriculteurs et les secteurs agro-alimentaires et bancaires qui en dépendent. Le colosse aux pieds d'argiles ! Maintenant, on subventionne la mise en friche aux Etats-Unis.

Ce contexte international alarmant inquiète le monde agricole et tempère les délirantes expansionnistes des ténors de la F.N.S.E.A., mis au pied du mur par la déroute du grand frère et modèle. Ils se voient contraints, eux aussi, à un certain « recentrage » dans la gestion de la crise en France et dans la C.E.E.

Quant à parler de gestion rationnelle de l'espace agricole, d'une production plus économique et plus autonome... on ne discute pas du sexe des anges dans les cénacles du patronat paysan. On préfère se lancer dans le gadget et le look informatique. En cette actualité charnière qui voit le productivisme agricole en crise structurelle, essayons de combattre l'autorité syndicale et professionnelle de la F.N.S.E.A. les quelques fois où une voix discordante peut se faire entendre et posons le débat à l'ensemble des exploités.

Alain Crapaud



ni argent en caisse, et se contentent de plier devant la F.N.S.E.A. quand celle-ci pousse un coup de gueule.

La F.N.S.E.A. continue à prétendre monopoliser la représentativité paysanne, qu'elle a dans presque toutes les structures de cogestion ou de concertation, et Rocard leur a fait un cadeau royal en confiant l'intégralité des budgets du développement agricole aux Chambres d'agriculture, contrairement à ce qui était prévu lors de la rencontre des Etats généraux du développement agricole en 1982 (2).

Le développement sera technocratique, productiviste et géré par les hobereaux. En l'absence de contestation d'ampleur, d'ici une dizaine d'années, il deviendra presque impossible d'être agriculteur en dehors des normes productivistes, sinon à devenir jardinier dans la garrigue, en survivant avec une activité extérieure.

Mélangent habilement syndicalisme clientéliste, individualisme libéral-conservateur et corporatisme, la F.N.S.E.A. continue d'encadrer de façon dictatoriale bon nombre d'agriculteurs aux intérêts souvent contraires. On peut voir cette organisation qui n'a rien pu faire d'autre que, finalement, s'opposer aux quotas laitiers et qui, maintenant, les gère à son profit.

Liliane

(1) Voir M.L. n° 569 du 4 avril 1985.

(2) Alors que les élus du C.E. n'avaient pas suffisamment d'éléments pour formuler un avis et avaient appelé le personnel à se mettre en grève toute l'après-midi pour réclamer ces informations.

(3) Les élus du C.E. apprendront par le personnel ayant reçu la note avant eux !

(4) Une dizaine de militants contre une quarantaine de « gros bras » dont certains se seraient fait un plaisir évident à « casser du syndicaliste ». Ajoutons qu'en cette période de congé, près de 50% du personnel est absent...

A BÉZIERS, LE PATRON DU F.N. FAIT LA BOMBE !

LES policiers du S.R.P.J. de Montpellier ont découvert que celui qui a posé une bombe, le samedi 9 mars, veille des élections cantonales, à la *Maison du Pied noir* de Béziers n'était autre que le président du Front national local, Serge Lopez. Il fallait, a-t-il dit, créer un sentiment d'insécurité avant les élections.

Le *Midi-Libre* du dimanche 10 nous a appris que samedi, vers 2 heures, la *Maison du Pied noir*, un bar, lieu de rencontre des rapatriés d'Algérie, a été endommagé par une explosion, bien sûr non revendiquée. C'est la consternation dans les milieux pieds noirs, surtout que, quelques heures avant, s'était déroulée dans ce local une réunion, où était présent l'un des candidats du Front national biterrois, Yves Unterfiner, qui est aussi l'ancien président de cette maison et adjoint au maire de la ville.

« On ne pensait tout de même pas que pareil violence puisse se reproduire 23 ans après... », « Qui sont les fascistes, les terroristes qui commettent des attentats anti-pied noir ? », « Attentat à caractère raciste... » Voilà quelques réactions de responsables de la *Maison du Pied noir*. Comme il fallait s'y attendre, après les insinuations à peine voilées du *Midi-Libre*, comme quoi c'était Yves Unterfiner qui était visé par la Bombe, les électeurs pieds noirs de la Devèze ont donné 26% de

leurs suffrages au candidat du Front national.

Mais les fascistes ont peut-être poussé le bouchon un peu loin en doutant publiquement de l'efficacité des services du ministère de l'Intérieur.

Mardi 12 mars, au lever du jour, la police cueillait P. Mansuy et S. Lopez. Le premier est chauffeur d'une société présidée par L. Peyre, autre candidat du F.N. sur Béziers ; le second n'étant que le président du même F.N. pour le Biterrois.

Mercredi 6 mars, S. Lopez était aux côtés de J.-M. Le Pen à la tribune du meeting électoral qu'ils tenaient au Palais des congrès de Béziers, alors que dans la rue, 800 manifestants étaient venus saluer Jean-Marie à leur manière. Le même Lopez, après la réunion-débat organisée par le M.R.A.P. autour de François Gaspard, avait avec une sorte de gorille, suivi cette dernière jusqu'à la sortie de Béziers, histoire de lui faire des frayeurs. On l'a vu aussi en photo sur le *Midi-Libre*, à côté de son ami Roudier, président du G.A.B.I. lors des assemblées de cette association créée de toutes pièces par la municipalité pour concurrencer l'O.B.A.C. (groupement d'association) jugé trop à gauche (voir M.L. n°548). Fin octobre 1984, un dragon musical prêt à l'O.B.A.C. est dévoré par les flammes, des cocktails sont lancés contre le siège de cette association. Lopez

a-t-il aidé son ami Roudier à éliminer ses concurrents ?

La réaction du responsable régional du F.N., A. Jamet, ne s'est pas faite attendre : « Nous sommes contre ce genre d'action imbécile ». Bonjour la solidarité, au Front national.

Quant au *Midi-Libre*, dans son édition de jeudi 14, il tend à démarquer le F.N. de S. Lopez. Pour ce journal, « S. Lopez, qui a lancé le F.N. sur Béziers, a montré qu'il n'était pas à sa place à un poste de responsable dans le mouvement de Jean-Marie Le Pen ». Le mouvement de J.-M. Le Pen serait-il un mouvement responsable ?

Pour notre part, nous nous réjouissons de ce genre d'actes imbéciles, qui ne peuvent que porter atteinte à la légitimité politique de Le Pen. Quant au discours du Front national sur l'insécurité, on se marre ! Pourtant dans cette affaire, une question vient immédiatement à l'esprit. Pourquoi le président du F.N. fait-il lui-même les sales besognes ? Est-il vraiment un fanatique ou tout cela cache-t-il autre chose ?

Gr. de Béziers

Au deuxième tour des cantonales, dans le 3^e canton de Béziers, L. Peyre est resté en lice pour le F.N., face au P.S. et au R.P.R. Malgré les événements de la semaine, sur 10 000 suffrages exprimés, il en a reçu plus de 1 200 ! (au premier tour, pour le même nombre de votant, il avait obtenu 1 700 voix). Il faut dire que la gauche craignant que les électeurs de Peyre ne se reportent sur le R.P.R., a préféré ne pas utiliser l'affaire de la Maison du Pied noir.

PROTESTATION PICTURALE

PARTI de Tahiti, le peintre Jad a exposé successivement en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Japon, au Canada, aux Etats-Unis et un peu partout en Europe. Comme il termine sa tournée mondiale par la France, le collectif Paix et le groupe d'Agen de la Fédération anarchiste décidèrent de l'inviter et de coorganiser du 16 au 25 mars une semaine d'expositions, de projections et de débats dans tout le Lot-et-Garonne afin de sensibiliser la population et d'affirmer notre opposition aux essais nucléaires et au colonialisme en Polynésie et ailleurs.

Le coup d'envoi de cette campagne fut donné le samedi 16 mars par une quarantaine de personnes qui, outre slogans et banderoles, sillonnèrent les artères d'Agen en portant les immenses toiles contestataires de Jad qui à elles seules sont une véritable dénonciation de la bêtise et de la folie humaine.

Largement couverte par les médias locaux, cette campagne fut loin, régionalement, de passer inaperçue et mériterait d'être prochainement poursuivie en d'autres points de l'hexagone.

Pascal Gr. d'Agen



« LE PEN, MEDECIN FILS DE PÉTAIN »

UN peu d'histoire... En 1934, Jean Medecin élu à la mairie de Nice depuis six années se risque à tenir un meeting « pour une France propre », protégé par les services d'ordre des Croix de feu, des Jeunesses patriotiques et des Camelots du roi ! Deux ans après, le sénateur-maire avoue sa franche sympathie avec le xénophobe Jacques Doriot. Maintenu par la maréchal Pétain, Jean Medecin fut destitué par l'occupant en juillet 1943 et ne put se pré-

senter aux municipales de 1945 à cause de son passé réactionnaire.

Malgré cette tache brune, Jean Medecin redevint l'administrateur de la cité jusqu'en 1965, date où son fils reprit le flambeau tout en gardant une place privilégiée à l'extrême droite française. En effet, l'actuel gérant de Nice flirta rapidement avec l'O.A.S., le G.U.D. (Groupe Union-Défense) et le Parti des forces nouvelles. Le 10 mars 1971, les militants d'Ordre nouveau peuvent parader

dans les artères principales de Nice sous la protection d'une véritable armée de C.R.S. En septembre de la même année, le député-maire salue chaleureusement l'action de la C.F.T. (Confédération française du travail) qui tient son congrès à Nice.

affilié au R.P.R., a réussi à établir un accord dès le premier tour des cantonales avec huit candidats racistes sur onze cantons renouvelables.

Face à ce travail main dans la main entre la droite républicaine et les sbires nationalistes, on a pu remarquer que le mili-

tandis que le troisième larron après ce crime, les deux motocyclistes agés de moins de 30 ans revendiquent l'assassinat avec des thèmes racistes.

D'ailleurs, un des meurtriers est sympathisant du Front national. Face à cet acte terroriste, la région est restée bien silencieuse si ce n'est une manifestation appelée par le M.R.A.P. mardi 26 au soir. Face à cette escalade fasciste dirigée par l'ensemble de la classe politique se réclamant de la démocratie, les militants libertaires et antiautoritaires se doivent d'apparaître afin de dénoncer la déclaration de haine énoncée par les soupirants à la dictature.

Mais en restant serein, il ne faudra cependant pas demeurer passifs ou se contenter de traîner ses godasses dans des cortèges où les révolutionnaires que nous sommes cotoient les fusilliers d'hier. Il est maintenant inutile de crier que le fascisme ne passera pas. Historiquement implanté dans notre région, il abat aujourd'hui ses premiers adversaires. Demain, notre tour pourrait arriver si nous ne combattons pas féroce-ment ces militants de la peste brune.

Roger Gr. de Nice

RÉPRESSION ORDINAIRE

NICE, la « baie des Pétaïns », peut-être un nouveau surnom pour ce repère de fascistes. Deux étudiants (1) viennent d'en faire les frais : 1 200 F d'amende chacune, pour avoir « légèrement dégradé des édifices publics » (art. R.38 du code pénal).

Elles avaient, pendant la manif anti-Le Pen, bombé sur le palais de justice et la mairie : « Le Pen, Médecin : fils de Pétain ». Dès la dispersion, des commissaires se sont chargés de leurs arrestations dans une routine tou-

jours aussi cruelle : 15 heures de garde à vue, des insultes, de la propagande fasciste et une inculpation pour « dégradation de bien public » (art. 257) passible de six mois de prison.

Dans une querelle d'articles, les avocats ont réussi à conclure qu'il fallait de telles personnes pour s'opposer à la montée de Le Pen.

A.F. Gr. de Nice

(1) Melles Dupuy et Polack ont été jugées le 20 mars 1985.



Une actualité brûlante

En 1984, le groupuscule fasciste de J.-M. Le Pen avait obtenu plus de 23% des suffrages exprimés lors des élections européennes, ce qui lui avait permis de tenir meetings sur réunions publiques payantes. Lors de la dernière foire électorale, le président du conseil général, Jacques Medecin,

tant de base avait aussi décidé de mettre en principe les slogans patriotiques du tortionnaire. Le jeudi 21 mars, trois hommes se balladent dans la ville frontalière de Menton après avoir discuté aimablement avec une de leur amie ; surgissent alors deux individus juchés sur une moto qui tirent à sept reprises des balles de 22 L.R. Un Marocain s'écroule mortellement blessé, son ami algérien s'en tire miraculeusement

LUTTE CONTRE L'INSPECTION OÙ EN SOMMES-NOUS ?

CHEVÈNEMENT persiste et signe. Après l'« élitisme républicain », l'« instruction civique et la mise au panier des différents rapports élaborés sous le ministre Savary (notamment la Consultation réflexion 1^{er} degré), notre ministre vient de réinstaller l'inspection sur son piedestal, si tant est qu'elle en soit, un jour, descendue. Dans une récente déclaration aux inspecteurs généraux de l'Éducation nationale, Jean-Pierre a tenu à réaffirmer la grandeur et l'utilité de la mission des inspecteurs auprès du corps enseignant.

Citons là les passages les plus éloquentes de cette brillante intervention : « Si l'on peut critiquer l'inspection (...), on ne peut pas critiquer le principe de l'inspection » ; « Le contrôle appliqué à des personnels enseignants ne saurait se limiter aux aspects purement administratifs de leurs fonctions. Ce serait leur faire une injure » (1). « J'attache une très grande importance à la notation des enseignants. J'ai d'ailleurs réintroduit la note pédagogique dans le barème des mutations. Cela signifie que vous multipliez les visites dans les établissements. Je vous engage à être davantage présents auprès des professeurs. »

Les années précédant mai 1981 avaient vu quelques enseignants s'affronter à ce corps des inspecteurs. Nombre d'entre eux y avait laissé des plumes, immédiatement traduits devant les commissions disciplinaires. Depuis mai 1981, un mouvement de lutte contre l'inspection avait vu le jour, impulsé essentiellement par le S.G.E.N.-C.F.D.T., et par des militants de l'École émancipée.

Ce mouvement avait rapidement touché plusieurs milliers d'enseignants qui s'étaient déclarés en « grève de l'inspection » et avaient refusé toute visite d'un inspecteur dans leur classe.

Le mouvement ne fit pas, hélas !, boule de neige, loin s'en faut. A cela plusieurs raisons : l'élément moteur de ce mouvement était le S.G.E.N., syndicat minoritaire (15 à 20% du personnel), ou plutôt des syndicats départementaux du S.G.E.N. ; la direction nationale ne suivant le mot d'ordre de refus que du bout des lèvres, et ne créant pas la dynamique nécessaire pour que le mouvement prenne de l'ampleur.

Ensuite, l'obstruction totale des syndicats de la F.E.N. qui se refusèrent à toute remise en cause de l'inspection (rappelons pour mémoire que, parmi les 49 syndicats natio-

naux de la F.E.N., il existe un syndicat des inspecteurs). Et puis surtout la réaction infantile de l'enseignant moyen devant son « patron », reproduisant avec son inspecteur le schéma de soumission à la hiérarchie qu'il inculque lui-même aux têtes blondes assises en face de lui.

Bref, le mouvement s'essouffait assez rapidement, d'autant plus que Savary n'engage aucune évolution sur le sujet, refusant même de toucher à la notation pédagogique incluse dans le mouvement des personnels du 1^{er} degré.

La lutte contre l'inspection se situait d'abord dans un cadre de lutte antihérarchique, mais aussi dans un mouvement plus large de remise en cause du fonctionnement de l'institution scolaire. L'innovation pédagogique dont beaucoup se sont gargarisés depuis 1981 doit venir de la recherche, de la confrontation des différents acteurs du système éducatif, non de l'imposition de certaines méthodes par des gens qui n'ont pas fait classe depuis des années. L'inspection a toujours été un frein aux transformations de l'inspection scolaire. Elle a toujours contribué à culpabiliser et à infantiliser l'enseignant. Com-

ment proposer aux enseignants une transformation de leurs rapports avec les élèves quand, par ailleurs, on continue à maintenir chez eux les réflexes de soumission à la hiérarchie par l'inspection et la notation ?

L'inspection était un des verrous essentiels à faire sauter pour s'engager dans la voie de la transformation de l'école.

Reconnaissons aussi que les contestataires de l'inspection ont toujours été un peu légers quant aux propositions pour une nouvelle évaluation du travail qui aurait remplacé l'inspection individuelle. Une chose est certaine : nombre de ceux qui s'étaient engagés, depuis 4 ans, dans ce mouvement antihérarchique, baissent aujourd'hui les bras et accep-

tent à nouveau d'être inspectés. Nombre de syndicats départementaux du S.G.E.N.-C.F.D.T. ont levé leur mot d'ordre ou s'approprié à le faire.

Chevènement vient certainement de donner le coup de grâce ; la machine administrative et l'apathie générale du corps enseignant ont eu raison d'un mouvement riche de remises en cause, en profondeur, de l'institution. L'heure est à la restauration des bonnes vieilles valeurs républicaines. Louis XVIII s'est installé rue de Grenelle. Le pire est qu'il a apparemment beaucoup d'émules dans la machine dont il a la charge.

Patrick
Gr. d'Angers



LE S.N.E.S. A L'HEURE DE BESANÇON

ENVIRON 450 délégués se sont retrouvés du 18 au 22 mars à Besançon pour participer aux travaux du congrès national du Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.). Dans son discours consacré au complément du rapport d'activité, la secrétaire générale du S.N.E.S., Monique Vuailat, plaçait l'ouverture du congrès sous le signe du succès et de la victoire à la suite de l'annonce faite par le ministre quelques jours auparavant d'offrir 3 000 postes supplémentaires aux concours C.A.P.E.S., agrégation, C.A.P.E.T.. Voilà qui était de bonne augure pour la direction nationale du syndicat, déjà forte des résultats du vote sur le rapport d'activité des deux années consécutives : 65% des votants l'ont approuvé. Il convient de relativiser immédiatement ce pourcentage en précisant qu'il n'y a environ que 60% des syndiqués qui ont participé au vote. Et l'on vient nous dire avec fierté qu'au S.N.E.S. la crise du syndicalisme, on connaît pas...

Examinons quelques thèmes qui ont fait l'objet de débats dans ce congrès et qui déterminent l'orientation du syndicat dans les années à venir.

La décentralisation

La direction nationale du S.N.E.S. émet des réserves sur la loi votée en 1982 et y voit, à juste titre, de nombreux dangers : émergences de nouvelles tutelles, renforcement du poids des notables et du patronat locaux, atteinte à la liberté pédagogique des enseignants, adaptation de la formation des jeunes aux besoins des entreprises. Néanmoins, son mot d'ordre est « Investir la décentralisation », s'en emparer pour la démocratiser... Il s'agit ni plus ni moins de placer le syndicat dans une logique gestionnaire et de l'intégrer à l'appareil d'Etat. De beaux jours pour la bureaucratie syndicale et un triste avenir pour ceux qui revendiquent un syndicalisme de lutte.

La titularisation des auxiliaires

Un fait marquant et qui mérite qu'on s'y attarde : le S.N.E.S. ne réclame plus la titularisation de tous les auxiliaires ! Distinction est faite entre ceux recrutés avant la loi Le Pors de 1983 pour lesquels le syndicat demande la titularisation et ceux recrutés après ; pour ces derniers, le « congrès exige que soient mises en place des mesures spécifiques permettant à tous par

des moyens diversifiés d'accéder rapidement à un corps de titulaires » (extrait de la motion adoptée à Besançon). En clair, ces derniers auxiliaires doivent faire leurs preuves et n'accéderont à un corps de titulaires qu'en passant les concours de recrutement.

Ce débat est loin d'être anecdotique, il soulève un réel problème de fond sur l'action syndicale et l'attitude face au gouvernement ; en effet, on peut affirmer sans crainte de se tromper que la direction nationale du S.N.E.S. a troqué les 3 000 postes supplémentaires aux concours contre la promesse faite au gouvernement que serait abandonnée la revendication de titularisation de tous les auxiliaires. Ces fameux 3 000 postes que Monique Vuailat a présentés comme la conséquence de l'action du S.N.E.S. (en particulier la dernière grève du 5 février) permettraient à la direction de ce dernier de tenir son congrès sur fond de victoire et calmeront peut-être des enseignants légitimement inquiets sur les conditions de rentrées. « Ne faisons pas la fine bouche : nous avons contribué à faire que la rentrée se fasse dans de moins mauvaises conditions », déclarait Monique Vuailat à l'ouverture du congrès. C'est la même qui ajoute ensuite : « Je voudrais dire simplement que nous recueillons les fruits d'une démarche syndicale indépendante qui n'hésite pas à dire haut et fort ce qui ne va pas. » Cela ne s'appelle-t-il pas la langue de bois ?

Les libertés et l'internationalisme

Là encore, une innovation : les débats étaient structurés selon un découpage en thèmes et, curieusement, dans ce saucissonnage, il n'y avait pas de place spécifique réservée aux problèmes des libertés et à l'internationalisme. Il s'agit évidemment d'une méthode peu subtile permettant d'éviter des débats qui mettraient le secrétariat général en difficulté ; le 22 mars au matin, il restait 3 heures pour débattre des libertés, des problèmes internationaux et de l'action que doit mener le S.N.E.S. pendant les deux ans à venir... C'est ainsi qu'une motion votée au congrès de Montpellier demandant que le congrès « reprenne à son compte la demande de reconnaissance du droit de vote aux élections municipales pour les travailleurs immigrés après cinq ans de présence sur le territoire français » fut reportée pour être soumise à la commission administrative nationale, alors que depuis près d'un an cette même commission ne pouvait prendre position faute

de décision du congrès... Décidément rien n'arrête le rouleau compresseur de l'appareil.

L'action syndicale

Le texte du rapporteur propose deux pôles principaux d'actions :

- un appel à la F.E.N. pour « organiser au 3^e trimestre une action d'ampleur nationale » ;
- à l'occasion de la semaine de l'éducation et du passage du train-forum à l'initiative du ministère de l'Éducation nationale, le congrès appelle les sections syndicales à « réaliser un matériel simple et percutant en direction de l'opinion ».

Alors que les conditions de rentrée sont inacceptables (augmentation du nombre d'élèves dans les classes de collèges, fermetures de classes, suppression de certains enseignements jugés non rentables, etc.), la motion adoptée au congrès de Besançon ne fait pas l'ombre d'une allusion à une grève et centre toute l'action du syndicat dans une campagne en direction de l'opinion publique. Cette attitude n'est pas nouvelle, l'an dernier, le S.N.E.S. avait acheté une page de publicité dans le journal *Le Monde* avec l'argent du fonds national et on a vu certaines sections syndicales académiques reproduire cet exemple dans des journaux locaux. On parle même de se payer des clips vidéo à la télé...

En tant que travailleurs de l'éducation, nous, libertaires, devons nous battre :

- contre les circulaires de rentrée en appelant dès maintenant à organiser le refus de la rentrée ;
- pour une création massive de postes permettant d'atteindre le maximum de 24 élèves par classe ;
- pour la titularisation de tous les personnels, l'amélioration et l'unification des statuts dans la perspective d'un corps unique d'enseignants ;
- pour l'abaissement du temps de travail dans la perspective d'un service unique.

Rappelons que la mobilisation des travailleurs de l'éducation s'inscrit dans la lutte de l'ensemble des travailleurs contre les mesures gouvernementales, contre le chômage et les licenciements, contre la politique menée en matière d'immigration et sur les questions des libertés (extraditions, répression contre les antimilitaristes), contre la politique néocoloniale et le développement de la course aux armements.

Nelly Clément

1 SOCIALISME ET AUTOGESTION

Il y a maintenant quelques années, le parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) organisa pendant tout un week-end de longs débats sur « autogestion ou dictature du prolétariat ». Les initiateurs de cette rencontre posaient justement le problème : il s'agit bien de l'une ou de l'autre.

Depuis les premiers groupes socialistes, depuis que des hommes et des femmes réfléchissent à l'émancipation du travail, cette alternative a divisé le mouvement ouvrier en deux camps. Ce choix de la stratégie a décidé des actes concrets : soit l'activité et l'organisation se structuraient pour la dictature, soit elles se développaient afin de préparer la gestion.

trait à la tête du gouvernement ? Il y a environ quarante millions d'Allemands, imagine-t-on ces quarante millions membres du gouvernement ? Le peuple entier gouvernera et il n'y aura plus de gouvernés. Mais alors il n'y aura pas de gouvernement... » (3).

Que signifie exactement émancipation du travail ? Sur quels aspects de sa vie le travailleur peut-il exercer réellement son pouvoir de décision ? Sur son environnement immédiat, son travail, son logement, ses moyens de consommation ; il doit gérer son lieu de travail et sa production, participer à la vie et l'aménagement de son quartier et de ses moyens de transport. L'émancipation devient effective lorsqu'elle s'exerce là

références en Yougoslavie et dans les coopératives agricoles algériennes.

Pour être effective, et durer, la gestion de la société par les travailleurs et plus généralement par tous les habitants doit couvrir la totalité de l'activité humaine. Elle doit aborder les questions de la propriété des instruments de production, de la consommation, des échanges, de l'internationalisation des relations de matières premières et de produits finis. Dans ce domaine, l'expérience et les débats du mouvement anarchiste sont d'une richesse incomparable. Dès son origine, le courant libertaire a réfléchi sur des formes de propriété ou de possession qui ne soient ni privées ni étatiques : « Lorsque, le jour de la révolution, les ouvriers typographes de la ville de Rome auront pris possession de toutes les imprimeries de cette cité, ils devront immédiatement se réunir en assemblée générale, pour y déclarer que l'ensemble des imprimeries de Rome constitue la propriété commune de tous les typographes romains. Puis dès que la chose sera possible... se solidariser avec les typographes des autres villes d'Italie ; le résultat de ce pacte de solidarité sera la constitution de tous les établissements typographiques d'Italie comme propriété collective de la fédération des typographes italiens » (5). Nous ne pouvons abuser des longues citations mais furent aussi examinées les questions de la monnaie de consommation et de la distribution des biens en abondance, de la propriété communale des habitations, des flux de produits organisés par des services de statistiques décentralisés. Les idées-forces de la réalisation de l'autogestion sont propriété collective et solidaire, organisation fédéraliste des décisions économiques — de l'atelier à la branche industrielle —, abolition du marché.

Il ne s'agit pas d'utopie généreuse. Des tentatives furent réalisées, pendant la révolution russe en Ukraine, pendant la révolution espagnole ; elles n'ont pas échoué pour des raisons internes de fonctionnement mais parce qu'elles furent brisées, par la force militaire de la réaction, et parfois la réaction se masqua des couleurs du socialisme.

Tous ceux qui ont connu le mouvement ouvrier d'Espagne d'avant 1936 ont remarqué combien ces questions de gestion étaient examinées et étudiées. L'exceptionnelle résistance au fascisme ne peut être comprise que par cette préparation, qui a permis le maintien de

l'activité économique en pleine guerre civile, quasiment sans aide extérieure.

De l'anarchisme et de la modernité

Il peut paraître audacieux de prétendre à l'âge de l'informatique et des satellites de communication que des principes économiques et sociaux élaborés à la fin du XIX^e siècle par des ouvriers et des intellectuels révolutionnaires puissent avoir encore quelque valeur.

Pourtant lorsqu'on examine d'un oeil clair nos sociétés, lorsqu'on écoute avec discernement les discours politiques, on constate la permanence des mêmes principes ; lorsqu'on examine les événements des dernières deux cents années, on remarque le retour des mêmes faits sociaux. Les hommes du programme commun de la gauche ressemblent aux républicains de 1848, qui se disaient pour certains socialistes, et le discours de Jacques Chirac, si on le réduit à l'essentiel, s'apparente à ceux de le Chapelier ou de Vergnaud. Dans la société du salariat, les mêmes propositions politiques sont permanentes parce qu'elles sont issues de la structure de la société elle-même et représentent des intérêts de classe.

Les propositions qui émanent des ouvriers et intellectuels révolutionnaires que nous citons il y a un instant formulent les intérêts de la classe salariée, exposent les moyens — les seuls moyens — pour sortir de la société de classes. L'essentiel est toujours actuel.

L'autogestion généralisée ou le communisme libre, ou l'anarchie, pour se réaliser doit pénétrer comme possibilité effective dans la conscience des hommes et des femmes de ce temps ; la possibilité de sa réalisation sera la résultante du nombre, de la conscience et de la volonté. Les conditions mûrissent dans le monde entier, autant en Afrique du Sud qu'en Amérique latine ou dans l'empire soviétique. Son application permettra peut-être que les futurs mouvements de révolte ne soient pas que de sanglantes jacqueries.

Julien Maillet

(1) Michel Collinet, « La Tragédie du marxisme ».
(2) Frederick Engels, préface à « La Guerre civile en France ».
(3) Michel Bakounine, « Etatisme et Anarchie ».
(4) Michel Bakounine, « Preamble pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique ».
(5) James Guillaume, « Idées sur l'organisation sociale ».



Sur la dictature du prolétariat

On sait que l'école marxiste prétend que la « lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ». On sait également que la forme de cette dictature a varié tout au long de l'œuvre de Marx. D'abord analogue à la dictature de la plèbe de Blanqui, sorte de comité de salut public socialiste (1) imposant son pouvoir de Paris grâce à des détachements ouvriers ; puis parlementaire et électoraliste pour enfin se conclure par la proclamation que « la dictature du prolétariat, c'est la Commune de Paris » (2). Observons que chacune de ces versions a donné naissance à des courants politiques différents, les social-démocrates, les léninistes et le petit groupe des communistes de conseils. Ajoutons également que les plus conséquents des marxistes ont toujours fait référence à la Commune lorsqu'ils étaient dans l'opposition et appliqué la dictature dans son acceptation la plus pure lorsqu'ils arrivaient au pouvoir.

Quelques militants ont tenté d'amoindrir la divergence entre le camp dictatorial et le camp libertaire. Il faudrait lire dictature du prolétariat, prétendent-ils, comme opposition dialectique à dictature de la bourgeoisie, la première étant libertaire par essence ; des expressions telles que dictature antiautoritaire du prolétariat ont même été avancées. Ce ne sont là, nous semble-t-il, que des jeux de l'esprit. Précisément parce que ne sont pas abordées les questions de la propriété et de la gestion. « Que signifie, interroge Bakounine, le prolétariat élevé au rang de classe dominante ? Sera-t-il le prolétariat entier qui se met-

où les travailleurs sont opprimés — et exploités. La boutade de Bakounine résume tout le problème, « les quarante millions seront-ils membres du gouvernement ? » Nous connaissons aujourd'hui la réponse. La domination idéologique du marxisme sur le mouvement ouvrier a confirmé les mises en garde de Bakounine, l'Etat populaire n'est pas en voie de disparition et, sur un quart de la planète, la dictature de la nouvelle classe s'exerce sur les travailleurs. « Pour le prolétariat un régime de caserne, où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour ; pour les habiles et les savants un privilège de gouvernement ! » (4) Aujourd'hui, nous savons également qu'il ne s'agit pas d'un choix théorique, de deux chemins, qui pourraient quelque part converger. Seule demeure ouverte la voie qui mène à la gestion exercée directement par les travailleurs.

Socialisme et autogestion

Proudhon remarquait qu'une des caractéristiques de la condition salariée résidait dans la volonté que les individus qui la subissaient voulaient s'en extraire, quelque fois seul, en devenant artisan ou patron, souvent par un transfert sur leurs enfants, enfin, parfois, collectivement, en tant que classe.

L'idée d'autogestion telle qu'elle existe aujourd'hui est sans doute la forme moderne de cette aspiration collective. Elle représente pourtant dans son contenu une relative régression. Trop souvent, ceux qui s'en réfèrent ne l'appliquent qu'à l'entreprise et vont chercher leurs



NICARAGUA OÙ EN EST LA RÉFORME AGRAIRE ?

PAYS essentiellement agricole, le Nicaragua a la moitié de sa population qui vit à la campagne. La paysannerie a été la principale force révolutionnaire lors de l'insurrection qui aboutit à la prise de pouvoir par les sandinistes en juillet 1979.

La répartition des terres

Avant le renversement de Somoza, 2 000 latifundistes accaparaient la moitié des terres cultivées : près de 4 millions de « manzanas » (1), partagés en domaines de plus de 500 « manzanas ». Aujourd'hui, cette catégorie de propriétés représente encore 12% des terres. A l'opposé, il ne revenait que 4% de la terre aux métayers-fermiers et mini-latifundistes. Des dizaines de milliers d'entre eux étaient alors contraints de quitter leurs terres pour aller travailler dans les grandes plantations. Cette inégalité extrême révèle la réalité de classes du somozisme : l'exploitation imposée par l'oligarchie, la misère de la paysannerie pauvre et des travailleurs de la campagne.

Actuellement, près de 20% de la terre cultivée sont constitués par la propriété étatique dite « Aire de propriété du peuple » (A.P.P.). La moyenne propriété, c'est-à-dire de plus de 200 hectares, conserve 30% des terres : la même proportion qu'avant 1979. Le mouvement coopératif, quant à lui, représente 18% des terres.

Une réforme hésitante

La réalité socio-économique du pays est celle d'un pays dont la fonction dans la division internationale du travail est de fournir sur le marché des matières premières. Le développement industriel est quasiment inexistant. En 1979, les sandinistes héritèrent d'une dette extérieure de plus de 1,6 milliards de dollars, soit trois fois le montant des exportations de l'époque. Ces dernières sont constituées pour les 3/4 de ventes de coton, sucre, viande et tabac, produits dans les grandes haciendas. L'héritage du somozisme était un contexte de crise, de destructions matérielles, de fuites de capitaux et de chute de l'activité économique (le coton non semé en 1979-1980 représentait plus de deux milliards de perte qui s'ajoutent à la dette extérieure).

Devant rembourser la dette pour faire appel à de nouveaux emprunts, le gouvernement donna la priorité aux cultures d'exportation et refusa de morceler les grands domaines au profit de la paysannerie. Ils craignaient, en effet, voir les paysans choisir des productions vivrières. Les terres de Somoza furent nationalisées et transformées en fermes d'Etat, tandis que la bourgeoisie agraire non somoziste put conserver intégralement ses domaines.

Après l'embargo de 1981, décrété par le président Rea-

gan sur les livraisons de céréales à destination du Nicaragua, les sandinistes mirent en place un « Plan alimentaire national » pour parvenir le plus rapidement possible à l'autosuffisance alimentaire. Des crédits furent accordés aux paysans pour les cultures vivrières (maïs et haricots). Une loi de réforme agraire fut promulguée le 21 août 1981. Elle garantit la propriété de la terre, sans limitation de superficie « à tous ceux qui la travaillent efficacement » ! La junte ne voulait pas rompre son alliance avec la bourgeoisie agraire. Seules sont visées les terres sous-exploitées et les domaines appartenant à des propriétaires absenteïstes. Les distributions de terres commencèrent lentement, aux dépens surtout de quelques exploitations d'élevage extensif et de fermes d'Etat, dont la gestion s'était avérée plus difficile que prévu (difficultés de gestion, stagnation de la production...). Les terres furent presque toujours attribuées collectivement à des Coopératives agricoles sandinistes (C.A.S.), tandis que des Coopératives de crédit et de services (C.C.S.) furent mises en place pour les besoins de la petite paysannerie parcellaire (2). Le syndicat des petits et moyens producteurs (U.N.A.G.) n'a jamais cessé de faire pression pour accélérer la réforme agraire. Le gouvernement réagit alors en 1984 en multipliant les distributions, cette fois individuellement pour la majeure partie des cas.

Les coopératives

L'option coopérativiste, conforme à la tradition historique du sandinisme s'accompagne d'une renonciation à une logique purement étatique. Son développement s'appuie sur un mouvement paysan à travers l'U.N.A.G. Les terres ne sont affectées qu'à des groupes organisés sous réserve d'indivisibilité. Les coopératives sont insérées dans un vaste système de cogestion avec les réseaux de commercialisation et de divers dispositifs d'appui technique.

Les coopératives fonctionnent toutes suivant le même principe : 5 à 6 personnes forment la « directiva » afin de coordonner l'ensemble des activités. Ils sont élus par les coopérateurs et chacun a son secteur d'activité : production, finances, éducation, défense et santé.

Dans le secteur du coton, les coopératives de production ont un rendement moyen de 41 quintaux par « manzana », pour un coût moyen de 8 000 cordobas. La grande propriété privée produit 34 quintaux pour un coût de 15 000 cordobas ; tandis que, dans les fermes d'Etat, le rendement tombe à 26 quintaux et le coût s'élève à 20 000 cordobas. Dans les coopératives, les paysans sont plus motivés par leurs activités que dans les fermes privées ou d'Etat ; les ressources sont aussi mieux utilisées. Chaque coopérative a son auto-

mie, tandis que les salariés se heurtent à un système administratif dans les secteurs A.P.P.

Les coopératives sont les cibles privilégiées des organisations contre-révolutionnaires. En moyenne, une dizaine d'entre elles sont attaquées, chaque mois, par les « contras ». Les paysans organisent donc leur défense, le travail s'effectuant le plus souvent, l'arme à l'épaule. Ils doivent construire également des tranchées, des abris, organiser des rondes de nuit.

Le règlement du problème de la terre a été et reste très prudent. Si des progrès sont incontestables, la réforme agraire est caractérisée par sa lenteur. La propriété foncière reste encore très concentrée. Ne s'opposant pas de front à la bourgeoisie agraire, les sandinistes mènent une politique au détriment de la paysannerie. Dans certaines zones soumises aux agressions de la Contra, certains paysans se seraient laissés acheter pour de l'argent. On peut se demander jusqu'à quand le gouvernement pourra-t-il ménager les deux parties en présence sans se heurter à une opposition paysanne ?

Jean-Claude
Gr. Kropotkine

(1) Un hectare est égal à 0,7 « manzana ».
(2) Les C.C.S. restent des regroupements de paysans individuels qui s'assemblent pour bénéficier d'avantages et de services, sans véritable intégration dans un collectif.

NICARAGUA LE « GUERRILLA WAR MANUEL »

LA connaissance, par le tout venant un tant soit peu politisé, du manuel fourni par l'Agence de Langley aux forces armées contre-révolutionnaires nicaraguayennes (regroupées au sein de la F.D.N.) a provoqué un mini scandale aux Etats-Unis. Les extraits que nous publions permettent de juger, ou tout du moins de se faire une idée, du contenu de ce manuel et de « contempler » la prose des instructeurs nord-américains. Une petite précision : il existe deux versions, l'une à l'usage des cadres militaires ; l'autre, sous forme de bandes dessinées, nettement plus terre à terre, destinée aux rebelles plus frustrés, aux combattants peu imprégnés par leur tâche historique : sauvegarder les valeurs chrétiennes et écraser le serpent communiste.

Ce manuel se subdivise en huit parties et plusieurs sections, bien délimitées, rédigées en un langage accessible et surtout composé de mots simples, répétés jusqu'à plus soif. Le plan : 1. Introduction, 2. Le guerrillero combattant/propagandiste, 3. La propagande armée, 4. Les équipes de propagande armée, 5. Développement et contrôle des orga-

nisations de façade, 6. Contrôle des meetings et assemblées de masse, 7. Appui des contacts implantés dans la réalité sociale.

Les deux extraits ci-dessous sont significatifs du but que la C.I.A. s'est donné en éditant ce manuel. Il s'agit en effet d'un aspect spécifique, mais néanmoins complémentaire, la guerre psychologique. Y sont traitées les techniques et opérations psychologiques ayant pour cibles la population civile et, ainsi que nous le verrons, les organisations.

« 3. Propagande armée : « Utilisation sélective de la violence pour le succès de la propagande.

« Il est possible de neutraliser des cibles soigneusement choisies et planifiées, telles que les juges de tribunaux, juges des « mesta », policiers et personnalités de la sécurité d'Etat, dirigeants du C.D.S., etc. Pour des effets qui soient psychologiques, il est nécessaire de prendre de grandes précautions et il est absolument nécessaire de rassembler la population touchée afin qu'elle soit présente, prenne part aux actions et lance des accusations contre l'oppresser.

« La cible ou la personne devra être choisie sur les bases suivantes : l'hostilité spontanée qu'éprouve la majorité de la population à l'égard de la cible ; le rejet ou la haine de la majorité de la population à l'égard de la cible, attirant la population et lui faisant voir toutes les actions hostiles et négatives de ces individus envers le peuple. Si la majorité du peuple donne son appui ou soutient la cible ou les sujets, ne pas essayer de changer ces sentiments par la provocation (...)



« 5. Développement et contrôle d'organisations de façade : « Recrutement initial.

« Le recrutement initial pour le mouvement, s'il est involontaire sera assuré par plusieurs consultations privées avec un cadre (sans que celui-ci sache qu'il est en train de parler à l'un de nous). Puis la recrue sera avisée qu'il ou elle est déjà dans le mouvement et qu'il sera « balancé » à la police gouvernementale si il ou elle ne collabore pas.

« Lorsque les guerrilleros exécuteront des missions de

propagande armée, un programme de visites régulières des villes par les équipes de propagande armée sera assuré. Les contacts fourniront aux commandos les noms et domiciles des personnes qui peuvent être recrutées. Ce recrutement, qui sera volontaire, est effectué au travers de visites par des leaders ou cadres politiques (...).

« Si la cible ne semble pas susceptible d'un recrutement volontaire, des rencontres seront arrangées de façon accidentelle avec les leaders ou cadres politiques (inconnus de la cible jusqu'alors). La rencontre aura lieu de manière à ce que d'« autres personnes » sachent que la cible les fréquente (les cadres politiques). Même si la rencontre se passe dans une maison particulière, à une table dans un bar particulier ou assis sur un banc public. La cible sera alors confrontée au fait de sa participation à la lutte insurrectionnelle, il lui sera indiqué aussi que, si elle refuse de coopérer ou d'exécuter des ordres futurs, elle sera exposée aux actions répressives de la police ou de l'armée. »

Hervé

NOUVELLES DU MOUVEMENT ANARCHISTE ARGENTIN

LES dictatures militaires qui se sont succédées en Argentine n'ont pu écraser le bouillonnement libertaire qui est depuis toujours inscrit au sein de larges fractions de la population. Le mouvement anarchiste argentin est actuellement en pleine résurgence, et en voie de réorganisation, même s'il n'a pas encore acquis la vigueur et le dynamisme qui le caractérisait à l'aube du XIX^e siècle.

La légendaire F.O.R.A. (section argentine de l'A.I.T.) est toujours présente, et après quatre-vingt ans d'existence, elle renaît une nouvelle fois de ses cendres. Le conseil général de la F.O.R.A. a édité un tract adressé au peuple et à tous les exploités, dans lequel, il rappelle les principes de base de la F.O.R.A., et dont la conclusion est la suivante :

« Pour notre dignité de classe et pour la justice, nous voulons instaurer sur les ruines du régime bourgeois une société dans laquelle tous les membres seront responsables et égaux en attribution : tant sur le plan politique que sur le plan économique, où l'obligation de produire sera en étroite liaison avec le droit de consommer, et où régnera une fraternité effective entre les hommes rassemblés en une classe unique sur une terre libre. »

Dans ce même tract, le conseil général de la F.O.R.A. interpelle le lecteur ainsi :

« Si tu te sens capable de lutter pour le triomphe de la liberté et de la justice, ainsi que pour la solidarité humaine et universelle, nous t'attendons à notre local tous les jours à partir de 17 heures. »

A Buenos Aires même, il existe une Fédération libertaire argentine, ainsi qu'une librairie J. Ingenieros Bookshop. La F.L.A. a organisé en octo-

bre 1984 une conférence anarchiste nationale à laquelle ont participé de nombreux groupes libertaires, en vue d'une recombinaison et d'une coordination plus étroite du mouvement anarchiste argentin.

A Rosario, seconde ville du pays après Buenos Aires (1 million d'habitants), outre un Centre d'études sociales, il existe l'Union socialiste libertaire, affiliée à la Fédération libertaire argentine.

Par ailleurs, notre groupe anarchiste Distributor Impulso mène diverses activités, telles que : réunions publiques, dont l'une portait sur la présentation d'un livre (*Bakounine, aujourd'hui*) de V. Garcia et une autre sur le livre du professeur Capelletti : *Le Capitalisme soviétique*. Nous avons créé depuis notre constitution (début 1984) une librairie, ainsi qu'un centre de documentation. Notre groupe distribue également un éventail de la presse libertaire : *La Protesta, Comunidad, Reconstruir*. De même que les brochures des différents groupes anarchistes.

D'autres groupes anarchistes déploient une certaine activité dans des villes telles que Cordoba, Mar del Plata, Santa Fe, Avellaneda, etc.

Le mouvement libertaire argentin a bénéficié d'une conjoncture favorable depuis l'après-guerre des Falkland (Malouines), en effet une liberté toute relative a permis la réémergence de plusieurs publications libertaires. Le premier journal a reparaitre fut *La Protesta* (fondé en 1897), puis en 1984 *Le Libertaire*, organe de la Fédération libertaire argentine, et enfin *La Antorcha* (célèbre journal fondé par Gonzalez Pacheco).

Informations recueillies auprès du groupe Distributor Impulso

PORTUGAL INITIATIVE INTERNATIONALE

P OURSUIVANT la série des initiatives internationales d'études et de débats des dernières années, pour le renouvellement et l'approfondissement de la théorie et de la culture libertaires ;

Désirant préparer l'anarchisme pour affronter l'impact du futur et du proche XXI^e siècle, et utiliser les moyens théoriques pour une intervention sociale efficace ;

Les libertaires portugais projettent d'organiser, au Portugal, en 1987, un Colloque international d'études sur le thème : « Technologie et liberté ».

La technologie du XXI^e siècle sera un facteur décisif, aussi bien en ce qui concerne la reproduction des formes institutionnelles socialement dominantes, qu'en ce qui concerne la viabilité des éventualités théoriques et pratiques inspirées

de la culture et des valeurs libertaires.

Nous considérons comme indispensable de réfléchir et de discuter sérieusement sur des thèmes tels que : « Energie, économie et écologie » (par exemple, les interdépendances mondiales, les possibilités locales et les technologies douces, le rôle de l'éducation, science et investigation, les dangers du nouveau complexe militaro-technologique, etc.) ; « Communication et culture » (les mass-médias, la culture mondiale et les cultures locales, l'apprentissage et les nouvelles technologies, l'autonomie et la dépendance des nouveaux moyens de communication, etc.) et « Les transformations sociales » correspondantes (macro-changements, États, entreprises et mouvements sociaux ; les micro-changements des nouvelles communautés ; l'individu et sa liber-

té dans une culture technologique...)

En dénonçant dès aujourd'hui, dans les milieux libertaires internationaux, les grandes lignes de ce colloque, nous sollicitons la collaboration et la présence de tous ceux qui se sentent concernés.

En même temps, ce colloque sera l'occasion de réaffirmer le centenaire de l'« autonomisation » du mouvement anarchiste au Portugal, à travers d'autres réalisations dont une exposition bibliographique et iconographique sur « Un siècle d'anarchisme au Portugal », un cycle cinématographique, des débats divers, des initiatives artistiques et littéraires...

Les contacts peuvent se faire par l'intermédiaire de la revue *A Ideia*, apartado 3122-1303, Lisboa codex, Portugal.

Extrait d'A Ideia

MINERS PRISONERS LIST

- Millers Park Youth Custody Centre, Dordington Rd., Wellingborough, Northamptonshire.
- Paul Jones (E71036) 2½ years.
David Mason (E71033) 2½ years.
Philip Skirland (E71035) 2½ years.
David Gaunt (E71037) 2½ years.
- Sudbury Open Prison, Derby, DE6 5HW
- Steve Goodall (039) 2½ years.
David James (034) 2½ years.
Peter Pearson (038) 2½ years.
Kevin Beal (031) 2½ years.
Michael Southwell (030) 2½ years.
- Lincoln Prison, Greenwell Rd, Lincoln, LN2 4BD
- Steven Wakefield on remand.
Guy Bennett (-) 3 months.
Gregory Budworth (-) 6 months.
Stephen Gregory (-) on remand.
Victor Gregory (-) on remand.
A. Edwards (-) 4 months.
S. Meeth (-) 4 months.
Jimmy Lees (-) ?
- Featherstone Prison, New Road, Wolverhampton, WV10 7PU
- John Ellis (-) ?
Mark Gire (-) ?
Peter Newbold (-) ?
Billy Taylor (-) ?
- Armsley Prison, Armsley Rd, Leeds 12 2TJ.
- Dale Scofield (-) 3 months.
Kevin Green (-) on remand.
Ian Black (-) 6 months.
M. Hobson (-) 3 months.
Neil Marshall (-) 3 months.
Gary Millward (-) ?
S. Neath (-) ?
Paul Truman (-) ?
Michael Eyrbowho (-) ?
Nigel Hodgson (-) ?
Terence Capstick (-) ?
Robert Laytham (-) ?
Clive Thompson (-) ?
- Thorpe Arch DC, Wetherby, Yorkshire.
- Martin Hodgson (-) ?
- North Sea Camp DC, Fresten, Bosten, Lincs. PE22 0QX
- Todd Booth (-) ?
Chris Hyman (-) ?
John Wallace (-) ?
- Strangeways Prison, Southall St, Manchester M60
- Chris Thomas (-) on remand.
Mike Winstanley (-) on remand.
- PRISON NOT KNOWN:
- William Bannister (-) 2 years.
Raymond Patton (-) 2 years.
Gary Mould (-) 2 years.
Steven Lowe (-) 2 years.
Michael Jones (-) 3 months.
Antony Routledge (-) 12 months.
Paul Brothwell (-) 12 months.
Paul Foster (-) 12 months.
- Ranby Prison, Retford, Notts, DN22 8BU.
- Peter Cooper (-) 6 months.
Ron Staniland (-) 6 months.
Rob Andrews (-) ?
M. Wyzille (-) ?
- Cardiff Prison, Know Rd, Cardiff. CF2 1UG
- Dean Hancock (899410) on remand.
Russel Shankland (883752) on remand.
- Wetherby Prison, Yorkshire.
- Gary Hopper (-) 4 months.
George Richardson (-) 4 months.
- Wandsworth Prison, Heathfield Rd, London SW18 3HS.
- Terry French (873383) 5 years.
- Chelmsford Youth Detention Centre, Springfield Road, Essex.
- Springfield Road, Essex.
Chris Tazey (A29398) 3 years.
- Welford Prison, Leicester.
- Ian Kestle (E71032) 2½ years.
- Leyland Prison, Lancashire.
- Gordon Miller (-) 4 months.
- Haverigg Millan Prison, Cumberland. (not a miner) Peter Hurst (G 78282) 6 months.
- Winson Green Prison, Winson Green Road, Birmingham.
- Nev Bell (C54233) - 6 weeks.
Dennis Evans (C54230) - 6 weeks.
Bill Jackson (C54231) - 6 months.
Colin Ward (C54234) - 6 weeks.
Lesley Ward (C54232) - 6 months.
- Sudbury Prison, Derby DE6 5HW.
- Andrew Bradley (C954) - 9 months.

Liste des mineurs incarcérés.



Badge du N.U.M. de Leicester.

GRANDE-BRETAGNE LIBERTÉ POUR LES OTAGES

P RÈS de 150 mineurs sont actuellement sous les verrous, et plus de 700 ont été licenciés pour avoir soutenu de manière active la grève des mineurs. En tant que prisonniers politiques, les mineurs emprisonnés doivent être soutenus et libérés.

Ce soutien ne doit pas être un soutien de circonstance, mais doit s'échelonner sur les deux ans, les cinq ans ou même les dix ans à venir, si nécessaire. Tant qu'un seul mineur croupira en prison et qu'il sera l'otage du gouvernement, nous devons le soutenir et tout mettre en œuvre pour sa libération et son réembauchage. Parmi ceux qui ont été licenciés figurent les plus actifs défenseurs de la grève. Lors de la grève générale de 1926, le gouvernement licencia et établit une liste noire des « fauteurs de troubles ». Une mise en scène similaire est en cours aujourd'hui.

D'aucuns (dont le leader du Parti travailliste) ont tenté d'établir deux camps : d'une part, ceux qui ont été licenciés, catalogués comme « subversifs mineurs », et d'autre part les emprisonnés, rangés sous l'étiquette de « subversifs notoires ». Les seuls « criminels » durant cette grève sont ceux qui ont tenté de supprimer les emplois et les syndicats, ce sont eux qui auraient dû être licenciés et tracassés. Quand on vous attaque et que votre avenir est menacé, vous avez tous les droits de votre côté, et tous les moyens pour se défendre sont valables !

La grève peut être finie, la lutte continue ! Libérez les mineurs emprisonnés ! Amnistie pour les licenciés !

Extrait de « Black Flag »



Insigne du N.C.B. (Charbonnages britanniques).

ERICH MÜHSAM ET LA RÉVOLUTION DES CONSEILS DE BAVIÈRE (1918-1919)

Nous publions cette semaine la suite du dossier sur la révolution des conseils de Bavière. Le texte suivant est exclusivement centré sur l'action de E. Mühsam pendant les événements de 1918-1919. Pour disposer d'une biographie plus complète de Mühsam, on pourra se reporter au Monde libertaire n° 536 du jeudi 21 juin 1984.

« **L**A période de la Révolution de novembre et de la République des conseils qui suivit alors fut très importante non seulement pour la conscience politique de Mühsam — il intégra, par exemple, l'idée des conseils à sa conception de l'anarchisme —, mais aussi pour son œuvre littéraire. Le drame Judas (1921), qui doit être appréhendé comme un paradigme de la vie de Mühsam et de sa recherche d'unir anarchisme et littérature, intègre les expériences de la Révolution de novembre et de la République des conseils. Les poèmes du recueil intitulé *Terres brûlantes* (1920), dont le sous-titre est *Vers d'un combattant*, traitent du même thème. » (1).

En janvier 1918, les ouvriers des fabriques de munitions déclenchèrent contre la guerre une grève générale qui, malgré son extension à l'ensemble du pays, fut de courte durée. E. Mühsam soutint cette lutte et harangua les travailleurs des usines Krupp de Munich. De plus, il avait refusé son incorporation au Service auxiliaire patriotique qui venait d'être instauré. À la suite de cette action, il fut arrêté et assigné à résidence surveillée à Trauenstein.

Double pouvoir

Relâché le 5 novembre, il participa aussitôt aux actions contre la guerre. Au cours des trois jours qui suivirent, il prononça des discours pacifistes devant les casernes munichoises. Il reprit la publication de la revue « *Kain* » (2) et fonda l'Union des internationalistes révolutionnaires. Après le 7 novembre, il participa à la création du R.A.R. (Conseil révolutionnaire des ouvriers) dont il devint l'un des leaders.

Le conflit larvé, qui opposait les conseils ouvriers au gouvernement Eisner (cf. M.L. n° 569 p. 10), « (...) s'enflamma à l'annonce, pour le 12 janvier 1919, de la date des élections au Landtag. Lors d'une manifestation (NdT : le 7 décembre), Mühsam prit la parole contre les élections et attaqua la presse bourgeoise. Il rapporta ainsi la suite des événements : "L'assemblée me pressa de mener une action contre un journal clérical particulièrement détesté. Comme un millier de soldats environ se joignit à nous en chemin, l'occupation de presque tous les journaux bourgeois de Munich fut réalisée dans la nuit. Immédiatement alerté par les réactionnaires, le ministre-président Eisner convoqua rapidement le commandant militaire de la place et le chef de la police et chercha avec eux toutes les solutions possibles pour rétablir la situation." (E. Mühsam, *Von Eisner bis Leviné*, p. 15). » (3).

Finalement, l'ordre fut rétabli par les troupes restées fidèles au gouvernement, après que les insurgés se furent attaqués au ministère de l'Intérieur et qu'ils eurent tenté d'obtenir la démission de Auer (le ministre de

l'Intérieur, réformiste social-démocrate).

« Craignant que des perturbations dans le déroulement du scrutin de la part du K.P.D. (NdT : parti communiste allemand) et des anarchistes (les deux organisations appelaient au boycott), (...) Eisner fit arrêter douze personnes, le 10 janvier, parmi lesquelles Mühsam et Max Levien, le leader du K.P.D. "Par cette tentative, écrit Mühsam, il alla au devant d'un échec décisif et s'aliéna la sympathie des masses les plus radicalisées (...) spontanément, une gigantesque manifestation se rassembla devant le ministère pour exiger notre libération..." (E. Mühsam, *Von Eisner bis Leviné*, p. 15). Mühsam dut être relâché et, dans cette affaire, il vit la preuve qu'il était soutenu par la base. Ses discours incendiaires trouvaient un terrain fertile dans la fraction la plus radicale de la classe ouvrière munichoise.

« (...) Pour Mühsam, commença alors la période la plus décisive ; en tant que porte-parole du R.A.R., il s'entendit avec le K.P.D. sur les mesures susceptibles de provoquer l'établissement de la République des conseils. Le 28 février, au Congrès des conseils, il fit la proposition au nom du K.P.D. et du R.A.R., de proclamer la République des conseils. Cette proposition fut pourtant rejetée par 234 voix contre 70. Les raisons de ce refus tiennent à la position majoritaire du S.P.D. (parti social-démocrate) et à l'hésitation de quelques révolutionnaires, parmi lesquels Landauer, qui pensaient que cela était prématuré (...) » (3).

Le développement de la République des conseils

Le 4 avril, c'est à son instigation que les Conseils ouvriers d'Augsbourg proposèrent de proclamer la République des conseils de Bavière. Le 6 avril, soutenu par Toller (4) et Landauer, il invita le Conseil central à se prononcer sans plus tarder et sa proposition fut enfin acceptée (5).

Malgré les sollicitations, Mühsam ne voulut occuper qu'un poste secondaire au sein du Conseil des commissaires du peuple.

Il fut chargé des relations avec l'Europe orientale et, dès le 7 avril, il entreprit d'entrer en contact, par radiogrammes, avec Moscou et Budapest — la République des conseils de Hongrie avait été proclamée le 21 février.

Mais surtout, Mühsam tenta de toute ses forces et de toute son influence au sein du R.A.R. de lutter contre la division des forces révolutionnaires (6) qui freinait la mise en place du système des conseils, et se proposa comme intermédiaire.

« Entre temps, il avait accepté la critique avancée par les communistes, selon laquelle la proclamation de la République des conseils avait été prématurée, dans la mesure où l'extension de la vague révolutionnaire à tous les pays et l'agitation au sein de l'armée auraient dues être garanties. Mais, il ne comprenait pas pourquoi le K.P.D. ne se décidait pas à collaborer, eu égard à cette nécessité. Après l'échec de ses négociations directes avec les communistes, parmi lesquels Leviné (7), et pour convaincre les travailleurs de



Erich Mühsam.

sensibilité communiste de collaborer, il tenta de prendre la position d'un communiste en opposition avec la direction. Le 9 avril, il rédigea un appel dans ce sens, qui doit être replacé dans le cadre de cette ambivalence :

"La Bavière est une République des conseils !

"Sans égard pour les controverses de vos dirigeants, la population laborieuse doit s'unir pour réaliser le socialisme et le communisme ! (...)

"La dictature du prolétariat est chose faite !

"Une armée rouge doit immédiatement être constituée !

"L'alliance avec la Russie et la Hongrie doit être conclue ! (...)

Le nouveau pouvoir devra organiser, aussi vite que possible, de nouvelles élections aux conseils d'entreprises sur des bases révolutionnaires, à partir desquelles le système des conseils doit s'élever de la base au sommet." (E. Mühsam, *Von Eisner bis Leviné*, p. 61).

« De ce tract programmatique, qui se différencie à peine des tracts du K.P.D. des débuts de la République des conseils, Mühsam ne donne qu'une explication : "La direction du K.P.D. (Ligne Spartakus) — groupe local de Munich — se plaça, pour des raisons de principe, hors de la gestion provisoire de la République des conseils. Espérons que la contradiction sera bientôt résolue par la décision de nouvelles élections d'entre-

prises sur des bases révolutionnaires et desquelles doit définitivement résulter le pouvoir prolétarien." (E. Mühsam, *Von Eisner bis Leviné*, p. 61).

« Les illusions que Mühsam avait placées dans les élections d'entreprises s'envolèrent le 11 avril, lorsque l'ensemble des conseils d'usines de Munich organisèrent un rassemblement à la Hofbräu (...). Lorsque les représentants de tous les partis se furent exprimés, il devint clair que, désormais, le K.P.D. refusait de participer à la République des conseils. "Une minorité des membres du parti, parmi lesquels Leviné, approuvait tandis que la grande majorité affirmait énergiquement sa volonté d'accord. Leviné trouva un auxiliaire en la personne d'un communiste berlinois qui repoussa avec une très grande nervosité le principe de l'unité du prolétariat, tant qu'elle n'aurait pas lieu sur les bases du K.P.D. (7)." (E. Mühsam, *Von Eisner bis Leviné*, p. 66). Bien que la réunion des conseils d'ateliers votât la confiance au gouvernement des conseils, les communistes demeurèrent sur leur position de refus. Les 12 et 13 avril, une armée de volontaires, qui avait été envoyée par le gouvernement Hofmann réfugié à Bamberg, fit une tentative de putsch. Avant d'être repoussée par le K.P.D. (NdT : selon d'autres sources, il semblerait que le K.P.D. n'ait pris aucune part à cette action), elle parvint à arrêter Mühsam et onze autres membres du conseil central.

« Erich Mühsam fut d'abord enfermé à la forteresse d'Ansbach. Lorsque commencèrent les procès contre les meneurs de la République des conseils (NdT : après que celle-ci eut été liquidée), l'accusation contre lui fut transformée en plainte en diffamation. Il fut condamné comme "agent provocateur" à 15 ans de prison et fut conduit à Niederschönenfeld.

Réflexions et bilan

« C'est seulement à partir des faits bruts, que l'on peut juger la portée de cette période sur l'évolution de Mühsam. Dans la période qui avait précédé la Révolution de novembre et la République des conseils, il avait manifestement manqué de soutien au sein du mouvement ouvrier.

« Ses efforts pour se créer, de ses propres forces, des appuis au sein du groupe Action devaient nécessairement s'enliser dans les limites d'un groupe restreint. D'une manière générale, la gauche révolutionnaire bavaroise n'était pas non plus particulièrement florissante en 1918 (...). C'est seulement à la mi-décembre 1918 que se forma le groupe local du K.P.D. de Munich (...). Mais ce groupe local s'était à peine consolidé qu'il inclina vers des idées anarchistes. Comme, en outre, un forum permettant un certain progrès pour tous les radicaux de gauche avait vu le jour avec la fondation du R.A.R. et comme les conceptions anarchistes semblèrent aussi reprendre de l'influence (les bolchevicks avaient fait leur le slogan anarchiste :

"Tout le pouvoir aux conseils"), Mühsam crut avoir trouvé son rôle comme médiateur.

« Bien que ses appels à l'unité fussent restés sans réponse de la part du K.P.D., il demeurerait pourtant convaincu, d'après l'expérience munichoise, de parvenir à restaurer une alliance entre les disciples de Marx et de Bakounine. Dans une lettre au *Knief* de Brême en 1919, il écrit : "Les méthodes théoriques et pratiques de Lénine pour réaliser la révolution jetten un pont sur lequel peuvent se rencontrer les disciples de Bakounine et d'un Marx débarrassé de Kautsky et de Bernstein (...)." Comme cela apparaît dans le tract du 11 avril, déjà cité, l'idée centrale qui, selon lui, devait permettre l'alliance, était l'idée des conseils.

« À cette époque, Mühsam ne pouvait prévoir que les bolchevicks s'étaient appropriés la revendication populaire des soviets par tactique et que, par la suite, ils liquideraient les soviets dès que leur parti se serait installé en situation de pouvoir (...). Toutefois, la tentative de Mühsam de rassembler des éléments bolchevicks et anarchistes doit être perçue comme un essai d'adaptation de la théorie anarchiste au stade de développement des méthodes révolutionnaires. Le succès de l'idée des conseils au sein du mouvement anarchiste allemand peut lui être essentiellement attribué... » (8).

Philippe Gr. Kropotkine

- (1) W. Haug, « Erich Mühsam, Schriftsteller der Revolution », p. 31.
- (2) Fondée en avril 1911, cette revue mensuelle fut publiée par Mühsam jusqu'à la guerre. La seconde série de « *Kain* » fut éditée de novembre 1918 jusqu'à l'arrestation de Mühsam, en avril 1919.
- (3) W. Haug, « Erich Mühsam... », pp. 32-33.
- (4) Ernst Toller qui fut influencé à la fois par K. Eisner et G. Landauer, fut président du Conseil des commissaires du peuple jusqu'au 13 avril. Pour plus de renseignements, se reporter à l'article sur Ernst Toller qui sera publié la semaine prochaine.
- (5) La proclamation de la République des conseils de Bavière, intitulée « Au peuple de Bavière », fut rédigée conjointement par Landauer et Mühsam.
- (6) Cette position doit être rapprochée de celle de Malatesta lors du mouvement d'occupation des usines en 1920 (cf. ses articles « Front unique prolétarien » du 8 avril 1920 et « Notre tâche actuelle » du 21 août 1921).
- (7) Eugen Leviné fut envoyé à Munich par la direction du K.P.D. en mars 1919, pour rétablir l'ordre dans les rangs du parti et mettre fin à l'unité d'action pratiquée jusque là par les anarchistes et les communistes.
- (8) W. Haug, « Erich Mühsam... », pp. 36-40.



E. Mühsam, en 1934, au camp d'Oranienburg.

« LE POUVOIR ET SA NÉGATION »
OUVRAGE COLLECTIF

C'EST un fait incontestable, le mouvement anarchiste fut le premier et quasiment le seul mouvement politique révolutionnaire à poser clairement et radicalement le problème du pouvoir en général et celui de l'Etat en particulier. Tout d'abord, en faisant ressortir la logique profonde du pouvoir et de l'Etat ; en montrant que cette logique les poussait non seulement à se perpétuer mais aussi à se renforcer sans cesse, et à avoir de ce fait un fonctionnement et un développement de plus en plus autonomes. Ensuite, en dénonçant et en combattant les illusions véhiculées par les tenants d'une dialectique à la mie de pain affirmant sans complexe aucun que, pour détruire le pouvoir et l'Etat ou les amener à s'autodétruire, il convenait au préalable de s'en emparer. Et enfin, en se battant de toutes ses forces pour une société fédéraliste de liberté, d'égalité, d'entraide ; pour une société sans pouvoir et contre le pouvoir, sans Etat et contre l'Etat ; pour une société débarrassée à jamais du chancre de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Malheureusement, malgré la justesse foncière de ces analyses (les faits à l'Ouest comme à l'Est ont largement confirmé les craintes des anarchistes) le mouvement anarchiste n'a pas réussi à faire triompher son point de vue et à empêcher que, sur l'ensemble de la planète, les Etats se renforcent et les pouvoirs se concentrent.

Sans doute avons-nous eu le tort d'avoir raison trop tôt. Comme dit le proverbe, seule l'expérience est formatrice, et comme elle ressemble à s'y méprendre à une lanterne que l'on porterait accrochée sur le dos, c'est-à-dire n'éclairant que le chemin parcouru !.

« LE TUEUR DU DIMANCHE »

DE JOSE GIOVANNI

CET auteur s'est fait un nom jadis avec *Le Trou*, *Le Gitan*, *Les Aventuriers* ; ou au cinéma, *Le Rapace*. Aujourd'hui, son œuvre continue de se construire plus discrètement. Giovanni garde une compréhension, sinon de l'affection, pour les marginaux, les truands un peu trop embellis parfois.

Ici, le sujet est plus engagé ; son personnage est un ouvrier qui, chaque week-end, fait un carton sur une femme de la grande bourgeoisie de Genève. Et, bien sûr, chaque enquête policière révèle la pourriture latente de cette classe sociale. Tant de motifs autres qu'un crime gratuit...

L'autre intérêt de ce livre est de mener un récit subjectif où le lecteur est berné jusqu'à la fin quant au coupable. Mais cela fait partie du jeu de ce genre littéraire. En résumé, un polar de bonne facture (ce qui est assez rare en ce moment), même si l'auteur n'a pas la vigueur d'analyse sociale d'un Jaouen ou d'un Daeninckx.

Mais, peut-être, également, avons-nous développé des analyses de l'Etat et du pouvoir par trop schématiques et idéologiques, et donc peu à même de « mordre » efficacement sur la réalité. Et dans cette hypothèse peut-être avons-nous mal répondu aux deux questions qu'il convient de se poser et de se poser sans cesse : qu'est-ce que le pouvoir et pourquoi le pouvoir ?

La présente brochure (1) se veut, quant à elle, une contribution de réponse à ces interrogations, et elle y réussit en grande partie. C'est ainsi, par exemple, qu'Amadéo Bertolo après s'être interrogé sur les « fonctions sociales universelles et les fonctions propres à un rapport de domination qui se cachent derrière ce qu'on appelle le pouvoir » distingue « une fonction sociale régulatrice » de type universel et des distorsions de cette fonction caractérisées par la domination et l'autorité. De même, Rosella Di Léo réfléchit à haute voix sur les « origines de la domination masculine » et Eduardo Colombo sur le « pouvoir et sa reproduction ». De même enfin, René Loureau pose le problème, oh ! combien réel, du « rôle des intellectuels qui analysent le pouvoir ».

Et toutes ces interrogations, ces analyses et ces réflexions sont enrichissantes pour les ennemis jurés du pouvoir que nous sommes. Elles permettent de serrer d'encre plus près l'âme du pouvoir. Sa logique. Son pourquoi.

Cela étant, sous couvert du nécessaire approfondissement de la réflexion sur le pouvoir, Tomas Ibanez jette le bouchon un peu loin. Pour lui, en effet, « il est vrai qu'il y a une conception libertaire du pouvoir et il est faux (de dire) qu'elle consiste en une négation du

pouvoir ». De même, il se fait l'apôtre d'une stratégie libertaire de type réformiste permettant, en étant « crédible et efficace », d'impulser « une libération du pouvoir », et dans cette optique il nous dit qu'« il est indispensable de revoir toute une série de principes tels que la non participation systématique à tout type de processus électoral... »

Bref, cette brochure laisse alterner le meilleur et le pire. C'est dommage, car la plupart des articles qui la composent sont riches d'enseignements. Une raison de plus, donc, de poursuivre cette réflexion sur le pouvoir pour démontrer que l'approfondissement des analyses sur ce thème doit déboucher sur un renforcement de notre puissance de feu contre le et les pouvoirs... et non sur l'inverse.

J.-M. Raynaud

(1) « Le pouvoir et sa négation », ouvrage collectif, éd. Atelier de création libertaire, en vente à la librairie du Monde libertaire, 33 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• **Judi 11 avril :**
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Louis Capart et Pier Jo.
« A la librairie du M.L. » (20 h à 22 h) : histoire du mouvement anarchiste avec Stéphane Carel.

• **Vendredi 12 avril :**
« Joui-Science » (11 h 30 à 13 h) : « Des oiseaux et des hommes », avec la participation de représentants d'une association d'ornithologues d'Ile-de-France.
« Enlivrez-vous » (13 h à 14 h) : et si nous parlions des jeux auteurs ?

• **Samedi 13 avril :**
« Mon quartier, mon village » (9 h à 11 h) : problèmes du logement, activités de quartier...
« Le père Peinard » (11 h à 12 h) : « Réflexion sur la Nouvelle-Calédonie », avec M. Joyeux, P. Chenard et R. Guerin.

• **Dimanche 14 avril :**
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : l'émission reçoit A.-G. Hamon jusqu'à 13 h ; ensuite le groupe Ti-Jaz (musique bretonne et jazz), Benoît Lecomte (guitariste blues-classique).
« La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : le dernier combat de subway. Invité : Luc Besson.
« Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : rock et reggae.

• **Lundi 15 avril :**
« Micro-Climat » (12 h à 14 h) : les Renseignements généraux.

LOUIS CAPART EN CONCERT
LE 13 AVRIL, A 22 H 30 AU CITHÉA
112, RUE OBERKAMPF, PARIS 11^e
PRIX DES PLACES : 50 F
40 F AVEC LA CARTE DE R.-L.
BILLETS EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU M.L.
ET AU CITHÉA (357.99.26)

« GUERRE SPÉCIALE EN EUROPE »
DE ROGER FALIGOT

CE livre est un précédent qui n'en est pas un ! Deux explications à ce paradoxe. Le domaine des atteintes aux libertés civiles portées par les gouvernements de tous poils est défriché depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis au Vietnam.

En effet, servis en cela par les expériences accumulées de prévention et de répression des mouvements sociaux et politiques (Corée, Black Panthers, American Indian Movement), les Etats-Unis ont été confrontés à l'agitation interne, essentiellement pacifiste, de la population réagissant contre l'engagement militaire. Dans la mesure où leur sécurité s'en trouvait menacée, ils se sont engagés sans peine dans la répression envers les opposants, aidés par un éventail de techniques allant de la manipulation de l'information à la criminalisation de l'action politique.

La dénonciation de ces pratiques parallèles institutionnalisées a également vu le jour

en Angleterre, soumise à la pression irlandaise. Ce sujet n'est donc pas nouveau. Ce livre a cependant le grand mérite de mettre en valeur l'exemple irlandais, servant de laboratoire aux démocraties libérales dans les fins d'écraser, contrôler, faire avorter les mouvements sociaux qu'elles jugent dangereux et qui pourraient s'acheminer vers de violentes conflagrations. Ces expériences, comme le dit Roger Faligot, se sont appliquées à la R.F.A., à l'Italie, à l'Espagne, au niveau des législations d'exception ou anti-terroristes.

Guerre spéciale en Europe (1) aborde différents points sur les unités spéciales (les S.A.S. britanniques), la théorie de la contre-insurrection, le renseignement, les prisonniers politiques (et les grèves de la faim des républicains irlandais à Long Kesh) sans négotier sur les détails, tant il est vrai que ce sont eux qui font la différence.

Le simple touriste qui entre en voiture à Derry sait-il que

le contrôle auquel il est soumis est assuré par des terminaux connectés au central Big-Brother de Lisburn (Irlande du Nord) et au système Pios de Wiesbaden du Bundes Kriminal A.M.T. (R.F.A.).

Comme le disait un spécialiste du rôle des forces armées dans le maintien de l'ordre, dans les années 70 : « Si nous perdons à Belfast, nous aurons peut-être à nous battre à Brixton ou à Birmingham. De même que l'Espagne des années 30 était une répétition pour un conflit européen généralisé, peut-être que ce qui se passe en Irlande du Nord est une répétition pour une guerre de guérilla urbaine généralisée à l'Europe et plus particulièrement à la Grande-Bretagne. » Sans commentaire ! Et une raison de plus de lire ce bouquin.

Hervé

(1) « Guerre spéciale en Europe », Roger Faligot, éd. Flammarion, en vente à la librairie du Monde libertaire.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

C.G.T. : LE DÉCLIN ?

« **C'**EST là ce qui fait la puissance rayonnante de la confédération : l'impulsion ne vient pas d'en haut. Elle part d'un point quelconque et ses vibrations se transmettent, en s'amplifiant, à la masse confédérale. » Ainsi s'exprimait l'anarchiste Emile Pouget dans une brochure en 1908 (1). Ce qu'il disait n'était pas un abus de langage partisan, il ne faisait que commenter un des articles des statuts de la jeune C.G.T. : « La Confédération générale du travail, basée sur le principe du fédéralisme et de la liberté, assure et respecte la complète autonomie des organisations qui se seront conformées aux présents statuts. » Aujourd'hui, l'idée même du syndicalisme voit sa cote en baisse, l'élan du début du siècle n'est plus qu'un vernis confédéral. Pourtant les classes sociales existent toujours, les patrons et le capitalisme de même...

Montreuil blues

Le syndicalisme français a mal vécu la venue au pouvoir de la gauche. Confondant position de classe et marchepied politique, il a beaucoup sacrifié de son propre programme, ramassant aujourd'hui les pots cassés.

La dernière affaire en date est un dernier comité confédéral national de la C.G.T. qui s'est réuni pour mettre au point une immense campagne

de soutien financier. Ceci n'étant pas caché, mais annoncé à la presse : « Nous avons convoqué un comité confédéral national exceptionnel pour une initiative exceptionnelle. Il faut donner à la C.G.T. les moyens et les finances nécessaires aux luttes à venir. » Un effort est demandé aux adhérents et militants de la centrale, mais aussi à ceux qu'Henri Krasucki appelle les « amis de la C.G.T. ». Le père Bernard Lacombe, membre du bureau confédéral va-t-il faire la quête à la sortie des églises ?

C'est malheureusement l'image que donne de la C.G.T. son secrétaire général : « un nouveau pauvre qui fait la manche » ! (2). On nous explique que la confédération veut « s'engager dans une opération de très grande envergure, si on veut monter de plusieurs crans, ce serait de l'imprévoyance que d'y aller avec des caisses bancales. »

Quiconque payant ses cotisations syndicales à la C.G.T. et s'intéressant un tant soit peu à la vie de l'organisation sait que les finances ne vont pas fort. Quand la Confédération générale du travail a quitté l'historique rue La Fayette pour aller à la porte de Montreuil, Georges Séguy parlait pour le futur d'une C.G.T. de 3 millions d'adhérents. Mais après la reprise en main par Krasucki et la gauche au pouvoir, les 200 millions de dettes sont durs

à rembourser. Et ce ne sont pas les nouvelles adhésions qui rééquilibrent le tout !

Chef d'œuvre en péril ?

L'évolution des effectifs de la C.G.T. en dix ans donne environ - 35%. C'est-à-dire qu'en 1975, il y avait 2 074 072 adhérents actifs et que selon les déclarations d'Henri Krasucki, en 1984, il y avait « entre 1,3 et 1,4 millions de travailleurs actifs. » La politique de la C.G.T. n'est bien sûr pas seule en cause : les secteurs les plus touchés par la crise et le chômage (métallurgie, charbonnage, imprimerie...) sont la cause de véritables hématémies d'adhérents.

Mais les chiffres sont là et la C.G.T. a perdu un peu plus d'un tiers de son potentiel militant en dix ans. Le trésorier national, Ernest Deiss, aura beau expliquer les mécanismes selon lesquels les sommes récoltées seront ventilées dans les structures syndicales après être remontées au siège social de Montreuil (3), les vrais problèmes ne sont pas posés. Quand les bruits les plus divers circulent sur le montant du déficit (15 milliards de centimes, voire 25...), le cotisant est en droit de se demander où est passé l'argent et à quoi est vraiment dû ce gouffre financier.

Quo vadis ?

Où va la C.G.T. ? Est-elle vraiment condamnée à déposer son bilan financier comme une entreprise capitaliste ou vit-elle au dessus de ses moyens ? Il n'est pas entièrement faux de dire comme un responsable cégétiste : « la situation sociale se dégrade, l'activité grossit et les sections et syndicats font monter avec du retard ce qu'ils doivent. » Mais le mal vient de plus loin... la mainmise du P.C. sur la C.G.T.U., puis la C.G.T., ne s'est pas toujours faite « démocratiquement » (cf article de

J.-F. Stas). Tout a été donc fait pour que l'organisation syndicale serve les intérêts de l'organisation politique.

Dans une certaine mesure, Georges Séguy avait senti le danger d'un alignement systématique de la C.G.T. sur le P.C., mais Krasucki est vite venu resserrer les boulons. C'était peut-être pour un militant anarcho-syndicaliste une simple guérilla d'appareils, mais une bouffée d'air frais est toujours bonne à prendre...

Novembre 1985 et le congrès de la C.G.T. sont à l'horizon,

1986 aussi. Espérons que d'ici là le syndicalisme n'aura pas perdu encore plus de son influence. Car Gattaz and Co entendent s'occuper de la relance économique... sur notre dos !

F.B.

(1) « La Confédération générale du travail », Paris, Rivière 1908.

(2) C'était un titre de « Libération », mais l'ensemble de la presse a ciblé de même manière l'image de marque du syndicalisme en général et celui de la C.G.T. en particulier...

(3) Au passage de la redistribution, Montreuil prélevait beaucoup plus que son pourcentage habituel. Et le jardin syndical ?

IL Y A SOIXANTE ET UN ANS...

APRÈS la révolution d'octobre 1917, de nombreux compagnons anarchistes avaient été entraînés dans le sillage des « bolchos ». Beaucoup « en sont revenus », meurtris il est vrai dans leurs convictions, honteux d'avoir été dupés. D'autres, guidés par un instinct doctrinal sûr, échappèrent au charme des fallacieuses sirènes et, fidèles à l'idéal libertaire firent front contre les moscovitaires.

C'est ainsi que le 11 janvier 1924, dans la grande salle de la Maison des syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, le trop fameux « capitaine » Treint (Albert, qui devait sévir deux ans au secrétariat général du P.C.), retour d'U.R.S.S., faisant l'apologie du nouveau régime russe, déclina les protestations de nombreux militants anarcho-syndicalistes qui objectèrent que le lieu n'étant pas encore une annexe du Kremlin, ce genre de discours était pour le moins déplacé. Il n'est pas besoin de consulter un compte rendu sténographique, pour imaginer la virulence des propos échangés. Pour mettre un terme à cette violente algarade, sur un signe de Treint, un nommé Ducœur, provocateur appointé du parti, n'hésita pas à tirer « dans le tas », déclenchant une panique dans l'assemblée et laissant outre des blessés, deux de nos camarades morts sur place.

Après cette fusillade, la police eut la preuve de la culpabilité des bolchos, mais ne put obtenir aucun renseignement des nôtres. Les recherches des compagnons pour retrouver l'assassin Ducœur furent vaines, il avait été mis à l'abri par ses employeurs. Certes, depuis, les nacos (1), puis les staliniens, ont fait plus fort notamment dans le sud contre nos copains de la C.N.T. Parlons-en souvent, souvenons-nous toujours (2).

J.-F. Stas

(1) A partir du rassemblement du vélodrome Buffalo le 14 juillet 1935, le P.C. fit coïncider le drapeau tricolore avec le drapeau rouge. Non sans logique les anars affublèrent alors les communistes du nom de nationaux-communistes, d'où, par analogie à l'abréviation nationale soviétique, ils devinrent nacos.

(2) Tant pis pour ceux qui qualifieront l'anticommunisme que je revendique de primaire, ou de viscéral, légitime ou licite seraient ici déplacés, pour moi il est simplement naturel.



A LA R.A.T.P., UN COMITÉ D'ENTREPRISE EN CHASSE UN AUTRE !

TENU le 18 novembre 1984, le scrutin des élections du comité d'entreprise a mis fin à la situation de quasi monopole dont jouissait depuis de nombreuses années la C.G.T. C'est avec une joie non dissimulée, pour ne pas dire plus, que les organisations syndicales concurrentes ont repris le flambeau et se sont installées au levier de commande.

Grande était leur impatience, toute aussi grande fut leur satisfaction de pouvoir, au moyen d'une coalition, évincer la première organisation syndicale de la Régie. On était et l'on est encore loin d'un climat serein où seul devrait compter l'intérêt supérieur du C.E. ; c'est-à-dire celui de tous les agents de l'entreprise.

Trente-sept ans de gestion ininterrompue ont eu raison de la bonne volonté de camarades qui ont, pourquoi pas, fait de leur mieux. Cette perte de crédi-

bilité est due à l'usure que provoque l'exercice solitaire du pouvoir, mais plus encore à l'arrivée de la gauche sur le devant de la scène politique et aux désillusions qu'elle a suscitées dans les rangs de nombreux travailleurs.

Début 1985 et tout au long de la période des négociations entre syndicats, on sentait confusément que l'heure de la revanche avait sonné. Et comme toujours en pareil cas, grâce à d'habiles manœuvres de part et d'autre, la C.G.T. abandonna toutes ses responsabilités. L'« alliance » réalisée entre F.O., la C.F.T.C., la C.G.C., les autonomes et même le syndicat indépendant (ex-C.F.T.) a eu raison de la « ténacité » de la C.G.T. Quant à la C.F.D.T., cette dernière n'ayant pas obtenu un seul siège, personne n'en parle plus !

Bien sûr, personne n'ignore que les nouveaux élus du C.E.

ont été choisis non pas en fonction d'un programme détaillé, mais avant tout pour leur appartenance syndicale. Tout cela procède de la délégation de pouvoir, relève de la signature du chèque en blanc. Néanmoins, il est consternant de voir avec quelle légèreté la nouvelle équipe du C.E., après avoir de tout temps dénoncé le non respect du pluralisme, s'empresse de faire exactement la même chose.

En ce qui concerne le travail de la précédente direction, tout travailleur de la Régie ou le droit d'être pour le moins critique quant aux résultats obtenus. Sorti exsangue du dernier conflit mondial, le monde du travail fut appelé à pratiquement tout reconstruire. Dans ces conditions, il fallut parer au plus pressé et veiller avant tout à ce que les conditions matérielles de vie des agents et de leur fa-

mille soient le plus rapidement possible améliorées.

La préoccupation majeure du C.E. fut alors de développer au maximum toutes les activités sportives, toutes les initiatives permettant enfin aux travailleurs de pouvoir bénéficier de centres de vacances, de colonies pour les plus jeunes, où tous pourraient se récréer et se reposer.

Mais le prix à payer d'une telle politique fut l'absence totale d'une réelle activité culturelle. Et que propose la nouvelle équipe dans ce domaine ?... rien ou presque ! Insensiblement, d'année en année, le C.E. est devenu presque exclusivement un centre dispensateur de loisirs. Avec un budget annuel de quelques 23 milliards de centimes, il est évident que le comité d'entreprise pourrait devenir un grand centre d'activités culturelles pour la région parisienne.

Pour que le monde du travail puisse enfin « faire ses propres affaires », encore faudrait-il que le goût du savoir, de l'érudition aiment les salariés et les syndicalistes. Rien n'est moins ! Et lorsque Proudhon parlait de « démopédie », il pensait certainement aux écoles mutualistes de son époque qui préfiguraient à ses yeux ce que l'organisation ouvrière était capable de faire en matière d'éducation.

Mais, ne rêvons pas ! A vouloir mener les gens sur le chemin de leur propre émancipation, il est une conséquence fatale que les syndicalistes de la Régie ne peuvent admettre : c'est la disparition de toute autorité. Là encore, nos « chers camarades » ne sont pas près de couper la branche sur laquelle tout l'édifice syndical repose.

Coordination anarcho-syndicaliste de la R.A.T.P.